

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/OMN/2

29 octobre 1996

(96-4520)

Original: anglais

ACCESSION DE L'OMAN

Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur

Dans une communication datée du 22 avril 1996 (WT/ACC/OMN/1), le gouvernement du Sultanat d'Oman a fait une demande d'accession au titre de l'article XII de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

A sa réunion du 26 juin 1996, le Conseil général a établi un Groupe de travail dont le mandat était le suivant: "Examiner la demande d'accession du gouvernement du Sultanat d'Oman à l'Organisation mondiale du commerce au titre de l'article XII; présenter au Conseil général des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession". Peuvent être membres du Groupe de travail tous les Membres de l'OMC qui en expriment le désir.

Conformément aux procédures (WT/ACC/1), le Secrétariat distribue ci-joint l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur communiqué par le gouvernement du Sultanat d'Oman. Les membres du Groupe de travail qui souhaitent soumettre des questions au sujet de cet Aide-mémoire sont invités à les faire parvenir avant le 1er décembre 1996 au Secrétariat, qui les transmettra aux autorités omanaises.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. ECONOMIE, POLITIQUE ECONOMIQUE ET COMMERCE EXTERIEUR . . .	2
1. Economie	2
a) Description générale	2
b) Situation économique du moment	2
2. Politique économique	3
a) Grandes orientations	3
b) Politique monétaire et politique budgétaire	6
c) Régime de change et système des paiements	8
d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur	8
e) Politiques en matière de concurrence	9
3. Commerce extérieur des marchandises et des services	9
4. Valeur et composition des investissements directs étrangers	10
5. Mouvements financiers liés aux envois de fonds	10
6. Croissance du commerce des marchandises et des services non facteurs	10
III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES	10
1. Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire	10
2. Entités gouvernementales responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques affectant le commerce extérieur	11
3. Partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements sous-centraux	11
4. Eventuels programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire	11
5. Lois et instruments juridiques	12
6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux et administratifs	12

	<u>Page</u>
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES	12
1. Réglementation des importations	12
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation	12
b) Caractéristiques du tarif national	12
c) Contingents tarifaires, exemptions de droits	13
d) Autres droits et impositions	13
e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	13
f) Procédures en matière de licences d'importation	13
g) Autres mesures à la frontière	14
h) Evaluation en douane	14
i) Autres formalités douanières	14
j) Inspection avant expédition	14
k) Application de taxes intérieures aux importations	14
l) Règles d'origine	14
m) Régime de droits antidumping	14
n) Régime des droits compensateurs	15
o) Régime des sauvegardes	15
2. Réglementation des exportations	15
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation	15
b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits	15
c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	15
d) Procédures en matière de licences d'exportation	15
e) Autres mesures, par exemple prix minimaux à l'exportation, autolimitations des exportations, arrangements de commercialisation ordonnée	15
f) Politique de financement, de subventionnement et de promotion des exportations	15
g) Prescriptions en matière de résultats à l'exportation	16
h) Système de ristourne des droits à l'importation	16
3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises	16
a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions	16
b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations	17
c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris les mesures prises à l'égard des importations	17
d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce	17
e) Pratiques en matière de commerce d'Etat	18
f) Zones franches	18
g) Zones d'activité économique libre	18
h) Politiques environnementales liées au commerce	18
i) Réglementations concernant les mélanges	18

	<u>Page</u>
j) Commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement	18
k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays	18
l) Pratiques en matière de marchés publics, y compris le régime juridique général et les procédures pour les appels d'offres, le traitement des soumissions et les adjudications	18
m) Réglementation du commerce en transit	19
4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles	19
a) Importations	19
b) Exportations	20
c) Prohibitions et restrictions à l'exportation	20
d) Crédits à l'exportation, garanties de crédits à l'exportation ou programmes d'assurance	20
e) Politiques internes	20
5. Politiques affectant le commerce extérieur d'autres secteurs	20
V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
1. Généralités	20
a) Politique en matière de propriété intellectuelle	20
b) Organismes responsables	20
c) Participation à des conventions internationales et à des accords régionaux ou bilatéraux	21
d) Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers	21
e) Redevances et taxes	21
2. Normes fondamentales de protection	21
a) Droit d'auteur et droits connexes	21
b) Marques de fabrique ou commerce, y compris les marques de services	22
c) Brevets	22
3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle	22
4. Moyens de faire respecter les droits	22
5. Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques	23
6. Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits	23

	<u>Page</u>
VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES	23
1. Généralités	23
2. Politiques affectant le commerce des services	23
a) Ministères et organismes gouvernementaux compétents	23
b) Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs concernant le commerce des services	24
c) Qualifications requises et procédures de qualification	24
d) Monopoles ou fournisseurs exclusifs de services	24
e) Mesures de sauvegarde	24
f) Transferts et paiements internationaux	24
g) Transactions en capital	24
h) Marchés publics	25
i) Aides, primes, subventions, incitations fiscales ou programmes de promotion	25
3. Accès au marché et traitement national	25
a) Limitations concernant le nombre de fournisseurs de services	25
b) Limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services	25
c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de service ou la quantité totale de services produits	25
d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier	25
e) Restrictions ou prescriptions concernant des types spécifiques d'entités juridiques	26
f) Limitations concernant la participation de capital étranger	26
g) Mesures prévoyant moins que le traitement national	26
4. Exceptions au traitement de la nation la plus favorisée	26
VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS	26
1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services	26
2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange	26
3. Accords d'intégration des marchés du travail	27
4. Coopération économique multilatérale, participation aux organisations économiques multilatérales	27

		<u>Page</u>
Annexe 1	STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR	28
Annexe 2	LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES	40
Annexe 3	RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PROCEDURES EN MATIERE DE LICENCES D'IMPORTATION	42
Annexe 4	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA MISE EN OEUVRE ET A L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE	43
Annexe 5	RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	45
Annexe 6	RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU COMMERCE D'ETAT	46
Annexe 7	LISTE DES IMPORTATIONS PROHIBEES OU RESTREINTES, SELON L'ANNEXE 1 DE LA LOI SUR LES DOUANES	47
Annexe 8	LISTE DES PAYS AVEC LESQUELS L'OMAN A CONCLU DES ACCORDS COMMERCIAUX ET ECONOMIQUES BILATERAUX . . .	48

I. INTRODUCTION

1. Au cours des 25 dernières années, le Sultanat d'Oman est passé de l'économie de subsistance à une économie moderne dotée d'infrastructures développées. Il a adopté les principes de l'économie de marché et le secteur privé a aujourd'hui un rôle important dans le développement du pays.

2. Le développement économique du Sultanat est très tributaire de l'exploitation des réserves de pétrole et, plus récemment, de gaz naturel. Malgré des progrès considérables en matière de diversification, l'économie du pays est toujours fondée sur le pétrole et le restera probablement longtemps encore. Cependant, le Sultanat sait qu'il est risqué de tout miser sur une seule ressource appelée à s'épuiser.

3. Depuis 1970, année où Sa Majesté le Sultan Qabus ibn Saïd prit les rênes du pouvoir et où a commencé un processus de modernisation socio-économique, le principal objectif du Sultanat, outre la construction des infrastructures nécessaires et la mise en place de services de base tels que l'éducation et la santé, est de diversifier l'économie en encourageant l'investissement dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie manufacturière, l'industrie extractive, l'agriculture, les pêches et les services. On met aussi l'accent sur la valorisation des ressources humaines et sur un développement plus équilibré des diverses régions du pays, en dehors de la capitale.

4. Les réalisations des 25 dernières années sont très satisfaisantes. Le nombre des écoles est passé de trois en 1970, avec 909 élèves, à 1 071 en 1995, avec 525 083 élèves. Le nombre des hôpitaux et dispensaires est passé de neuf en 1970 à 174 en 1995.

5. Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre d'un développement rapide qui s'appuie sur une saine politique économique. Le Sultanat a une économie ouverte fondée sur les principes du marché. Il n'y a aucune restriction de change ou de paiements. Les droits de douane sont faibles et les restrictions au commerce extérieur sont rares. Le Sultanat n'offre pas de subventions à l'exportation et n'applique aucune mesure concernant les investissements et liée au commerce.

6. En raison de la petite taille de son marché intérieur, le Sultanat d'Oman encourage une croissance axée sur les exportations. Il veut que les industries et les entreprises deviennent compétitives sur le plan international pour que le pays puisse s'intégrer dans l'économie mondiale.

7. Le Sultanat d'Oman a une politique commerciale ouverte et libérale et une politique de croissance axée sur les exportations. Il est donc tout naturel qu'il souhaite adhérer à l'Organisation mondiale du commerce, organisation dont l'objectif principal est d'assurer l'expansion et la libéralisation du commerce international sur la base d'un système commercial multilatéral ouvert, libéral et fondé sur des règles. Le régime de commerce extérieur du Sultanat d'Oman est pour l'essentiel conforme aux règles de l'OMC. Dans les quelques domaines où il n'y a pas conformité, le Sultanat a déjà pris des mesures correctives, notamment en adoptant une législation sur la protection conférée par le droit auteur, ou a l'intention de prendre les mesures nécessaires.

II. ECONOMIE, POLITIQUE ECONOMIQUE ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Economie

a) Description générale

8. L'Oman se trouve au sud-est de la péninsule Arabique. Son littoral s'étend sur presque 1 700 kilomètres, du détroit d'Ormuz, au nord jusqu'aux frontières de la République du Yémen. Il est baigné par trois mers, le golfe Arabique, le golfe d'Oman et la mer d'Arabie. Il est bordé à l'ouest par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, au sud par la République du Yémen, au nord par le détroit d'Ormuz et à l'est par la mer d'Arabie.

9. La superficie totale de l'Oman est d'environ 312 500 km², ce qui en fait le deuxième pays de la péninsule Arabique. Sa population est de 2,1 millions d'habitants, dont 1,5 million d'Omanais et 0,6 million de ressortissants étrangers. La densité de population était de 6,5 habitants au km² en 1994.

10. L'Oman jouit d'un système social, politique et économique stable et entretient d'excellentes relations avec les pays voisins, ce qui lui a permis de jouer un rôle actif dans la promotion de la coopération politique et économique au niveau régional. Outre son riche héritage culturel, le pays abonde en paysages magnifiques et a beaucoup à offrir aux touristes comme aux gens d'affaires.

11. Selon les estimations les plus récentes, les réserves pétrolières sont d'environ 5,2 milliards de barils et les réserves de gaz naturel atteindraient environ 27,5 billions de pieds cubes. Oman exporte du pétrole, des minéraux, des produits chimiques, des produits agricoles, des textiles, des produits de l'industrie légère, des produits de la pêche et des animaux, mais son principal produit d'exportation est le pétrole. En 1995, la production quotidienne de pétrole était de 852 000 barils et la production de gaz de 242,3 milliards de pieds cubes.

b) Situation économique du moment

12. On estime que le produit intérieur brut a augmenté de 3,3 pour cent durant la période 1991-1995, pour atteindre un total d'environ 5,288 milliards de rials omani (13,749 milliards de dollars EU) en 1995. De 1970 à 1995, le PIB par habitant a augmenté en moyenne de 11,6 pour cent par an; en 1995, il était de 2 477 rials omani (soit 6 440 dollars EU). L'objectif de croissance moyenne du PIB pour le cinquième Plan quinquennal (1996-2000) est de 4,6 pour cent par an aux prix courants.

13. La contribution du secteur non pétrolier, en constante augmentation, a été d'environ 63,4 pour cent du PIB en 1995. Durant la période 1991-1995, le secteur non pétrolier a progressé en moyenne de 6,7 pour cent par an; le secteur des services représentait environ 51,6 pour cent du PIB et les services publics 13,2 pour cent du PIB.

14. La consommation finale durant la période 1991-1995 a représenté en moyenne environ 76,2 pour cent du PIB. Ce pourcentage devrait diminuer au cours du prochain plan quinquennal (1996-2000) et tomber à 70,8 pour cent. Durant la période 1991-1995, la consommation privée a représenté environ 63,8 pour cent de la consommation totale et ce chiffre devrait monter jusqu'à environ 73,2 pour cent durant la dernière année du cinquième Plan quinquennal.

15. L'investissement total durant la période 1991-1995 a représenté environ 15,9 pour cent du PIB. Cette proportion devrait augmenter notablement pour atteindre environ 22,9 pour cent en moyenne au cours du prochain plan quinquennal. En 1991-1995, le secteur public a réalisé environ 61,9 pour cent de l'investissement total, mais on prévoit que cette proportion tombera à 46,6 pour cent environ en l'an 2000.

16. Au cours des 15 ou 20 premières années de son développement, l'Oman a dû construire une société moderne et rattraper son retard sur le monde industrialisé sans pouvoir compter sur un secteur privé actif et capable. Le gouvernement a donc dû assumer la plus grosse part de l'effort, ce qui explique le poids du secteur public dans la consommation et l'investissement.

17. Le secteur pétrolier a toujours un rôle moteur dans l'économie. En 1995, il a fourni environ 38,2 pour cent du PIB, les exportations pétrolières ont représenté 78,4 pour cent des exportations de marchandises et les recettes pétrolières brutes ont représenté environ 83,7 pour cent des recettes publiques.

18. La chute du cours du pétrole a mis à rude épreuve les finances de l'Etat puisqu'elle a entraîné une baisse marquée des recettes pétrolières brutes en 1992-1993. En 1992, le déficit a atteint environ 578,5 millions de rials, soit environ 12 pour cent du PIB. Depuis 1992, le déficit budgétaire est en baisse et l'équilibre devrait être rétabli vers la fin du cinquième Plan quinquennal, en l'an 2000.

19. L'indice des prix à la consommation dans la circonscription de Mascate a reculé de 1,3 pour cent en 1995, avec une baisse de 11,2 pour cent des loyers et une hausse de 1,6 pour cent des prix des produits alimentaires et des boissons.

2. Politique économique

a) Grandes orientations

20. L'année 1970 a été un tournant dans l'histoire du Sultanat d'Oman. Le mode de vie de la population s'est modifié. L'Oman a pris le chemin du progrès, de la construction et du développement et il peut proclamer la naissance d'un Etat moderne répondant aux aspirations et aux espoirs des générations actuelles et futures.

21. L'effort de développement a commencé avec le premier Plan quinquennal (1976-1980). Les objectifs fondamentaux de la stratégie de développement établie en 1975 étaient les suivants:

- i) travailler au développement de nouvelles sources de revenu national, appelées à remplacer un jour les recettes pétrolières;
- ii) accroître le pourcentage des investissements consacrés à des projets générateurs de revenus, en particulier dans les domaines de l'industrie, des mines, de l'agriculture et des pêches;
- iii) répartir les investissements géographiquement pour qu'ils profitent à toutes les régions et à toute la population du pays, et réduire les écarts de niveau de vie entre les diverses régions. La priorité devait être donnée aux régions moins développées;
- iv) appuyer et développer les agglomérations, éviter un exode massif vers les régions densément peuplées et préserver l'environnement;
- v) protéger les ressources en eau, élément essentiel pour la poursuite et le développement des activités économiques;
- vi) valoriser les ressources humaines nationales pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans l'économie omanaise;
- vii) ériger les infrastructures nationales;

- viii) favoriser l'activité commerciale locale et supprimer les goulots d'étranglement en matière de transport et d'entreposage, ainsi que les autres obstacles qui empêchent l'instauration de la libre entreprise et de la libre concurrence;
- ix) établir les différents volets d'une économie de marché, fondée sur l'activité du secteur privé et sur la libre concurrence et financer des projets essentiels en fonction des ressources dont dispose l'Etat;
- x) accroître l'efficacité de la fonction publique.

22. Ces principes ont guidé le développement du Sultanat et servi de base à la formulation des plans quinquennaux successifs. On a mis l'accent sur l'instauration d'un environnement stable et propice au développement du pays en vue de son entrée dans le XXI^e siècle.

23. Le plan actuel, à savoir le cinquième Plan quinquennal de développement (1996-2000), est le premier de la série de plans quinquennaux élaborés en vue d'atteindre l'objectif économique à long terme que s'est fixé l'Oman: Oman Horizon 2020. Il constitue le programme de mise en oeuvre des principes et mécanismes fondamentaux adoptés pour assurer une stabilité économique et obtenir une croissance durable au cours de la prochaine étape du processus de développement.

24. Oman Horizon 2020 vise avant tout à préserver le niveau actuel de revenu par habitant et si possible à le doubler d'ici à 2020. Les principaux objectifs du cinquième Plan quinquennal (1996-2000), qui forment la première étape d'Horizon Oman 2020, sont les suivants:

- i) équilibrer les recettes et les dépenses publiques;
- ii) atteindre un taux moyen de croissance du PIB de 4,6 pour cent par an aux prix courants;
- iii) diversifier les sources du revenu national;
- iv) encourager l'investissement privé national et étranger;
- v) adopter les mesures nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre de projets fondés sur le gaz naturel;
- vi) exécuter les programmes de privatisation dans le secteur des services, conformément aux lignes de conduite et aux règles établies à cette fin;
- vii) maîtriser la pression inflationniste pendant la durée du plan;
- viii) donner la priorité à la valorisation des ressources humaines.

25. Les lignes de conduite adoptées pour la réalisation des objectifs fondamentaux du plan sont les suivantes:

- i) Equilibrer les recettes et les dépenses publiques par les moyens suivants:
 - créer une véritable source de financement interne, par l'émission d'obligations d'Etat pour le développement;
 - mettre fin à l'accroissement de la dette extérieure nette;

- réduire le recours aux prélèvements sur les fonds publics comme source de financement;
 - transférer au Fonds national d'urgence toutes les recettes pétrolières correspondant à la fraction du prix qui dépasse 17 dollars EU le baril.
- ii) Diversifier les sources du revenu national en faisant passer à 69 pour cent, d'ici à la fin de l'an 2000, la part des secteurs non pétroliers dans le PIB. Cela signifie essentiellement que l'Oman doit réduire sa dépendance à l'égard du pétrole. D'autres mesures sont envisagées, notamment:
- vendre des actifs publics au secteur privé;
 - privatiser des entreprises de services et de production;
 - encourager l'investissement privé national et étranger et faire passer la part du secteur privé à 53 pour cent de l'investissement total, afin d'accroître les chances de succès de la stratégie de développement fondée sur le secteur privé;
 - élaborer et mettre en oeuvre des projets axés sur le gaz naturel.
- iii) En ce qui concerne les ressources humaines, le gouvernement a énoncé une stratégie qui se résume ainsi:
- améliorer de manière générale la protection sociale, l'éducation, la santé, la culture et la protection des enfants et des adolescents, et offrir les services nécessaires pour perfectionner la main-d'oeuvre et accroître sa productivité;
 - édifier un système moderne d'éducation pour permettre à chacun de jouer un rôle économique positif;
 - appliquer une politique d'indigénisation pour accroître la participation de la population omanaise à l'activité économique;
 - augmenter la proportion de femmes dans la population active, en leur donnant un meilleur accès à l'éducation et en leur offrant des emplois;
 - faire une planification à moyen et à long terme pour régler les problèmes liés à l'emploi.
- iv) Pour développer le secteur privé et lui permettre de jouer un rôle efficace dans le processus de développement, le gouvernement a formulé des lignes de conduite et pris des mesures en vue de privatiser l'économie. Ces lignes de conduite se résument ainsi:
- la privatisation s'inscrit dans le programme gouvernemental visant à réaliser un développement durable, à augmenter le taux de croissance et à redistribuer les retombées du développement dans toutes les régions du pays et toutes les classes sociales;
 - pour la privatisation, priorité sera donnée aux services fournis sur des bases commerciales, par exemple l'évacuation des eaux usées, l'électricité, l'approvisionnement en eau, les télécommunications, la voirie et les services

postaux, compte tenu des capacités financières et administratives du secteur privé;

- pour faciliter une adaptation progressive et harmonieuse aux changements économiques et sociaux, les établissements publics fournissant des biens ou des services seront privatisés graduellement;
- des critères précis et transparents seront établis pour la sélection et l'évaluation des propositions d'investissement et les responsabilités des organismes compétents et le mécanisme de suivi des programmes de privatisation seront définis avec précision;
- lorsque cela sera possible, on encouragera la création de plusieurs entreprises pour la fourniture de chaque service afin d'accroître la concurrence et de permettre au gouvernement de comparer l'efficacité des différents fournisseurs;
- le gouvernement fixera un tarif maximal uniforme pour tous les usagers, que le service soit fourni par le secteur public ou par le secteur privé. Ce tarif ne pourra être modifié qu'avec l'approbation des pouvoirs publics;
- afin de tirer parti du capital et du savoir-faire étrangers en matière technique et administrative, on encouragera les investisseurs étrangers à participer aux privatisations, dans le cadre défini par la Loi sur l'investissement étranger;
- le gouvernement fixera des paramètres et des critères pour protéger l'environnement contre les éventuelles répercussions négatives des mesures prises par les entreprises privatisées pour réduire leurs coûts;
- le gouvernement préparera la société, au moyen de campagnes de presse, à accepter la restructuration économique et industrielle du pays. On expliquera aux citoyens les avantages de la privatisation, son importance pour leur prospérité, en particulier dans le cas des personnes à revenu fixe, et sa contribution au processus global de développement;
- le produit de la privatisation des actifs publics dans les secteurs de la production et des services sera versé au Fonds national de réserve générale.

b) Politique monétaire et politique budgétaire

26. La politique monétaire a normalement deux grands objectifs: donner au système financier une orientation qui permette d'atteindre les objectifs à moyen terme et à long terme en matière d'élimination des déséquilibres internes et externes et atténuer les fluctuations des liquidités bancaires. Il s'agit de préserver la valeur intérieure et internationale de la monnaie nationale et de stimuler la croissance économique, industrielle et financière du Sultanat d'Oman. La Banque centrale n'a actuellement aucun objectif précis pour les variables monétaires. Toutefois, elle applique une politique monétaire concertée avec le gouvernement de façon que la politique monétaire et la politique économique et notamment budgétaire concourent à la réalisation des objectifs définis dans les plans quinquennaux.

27. La Banque centrale d'Oman est habilitée à appliquer un large éventail d'instruments de politique monétaire: réserves obligatoires, ratios de prêt, réescompte, swaps de devises, opérations sur bons du Trésor et obligations de développement et émission de certificats de dépôts.

28. Jusqu'en 1993, la Banque centrale appliquait traditionnellement une politique de plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts et les prêts des banques commerciales. Le 1er octobre 1993, elle a supprimé le plafonnement des taux servis sur les dépôts en rials omani et, depuis juin 1994, tous les taux prêteurs, sauf ceux qui s'appliquent aux crédits à la consommation de moins de 9 000 rials, sont déréglementés. Depuis, les taux d'intérêt sur les dépôts en monnaie nationale suivent approximativement les taux d'intérêt internationaux sur le dollar EU, mais avec un décalage. Dans une économie où il n'existe aucune restriction sur les mouvements de capitaux et où la monnaie est librement convertible, les taux d'intérêt sont normalement déterminés par le libre jeu des forces du marché. A long terme, cela devrait favoriser l'efficacité économique et l'instauration d'un environnement macro-économique stable, propice à une utilisation optimale des ressources.

29. La politique budgétaire influe sur l'orientation de l'économie par le biais, d'une part, du solde des recettes et des dépenses et, d'autre part, de la dette publique et de ses effets monétaires. Elle joue un rôle très important, puisque les résultats économiques sont largement tributaires de la dépense publique qui est un moteur de l'activité économique et qui elle-même dépend des recettes pétrolières, principale source de recettes publiques. La politique budgétaire se fonde sur les considérations suivantes:

- i) il faut faire un arbitrage entre les besoins du développement et les ressources disponibles et prendre des précautions en raison de la volatilité du cours du pétrole;
- ii) il faut améliorer la situation budgétaire en augmentant le pourcentage des transferts au Fonds national de réserve générale et en s'abstenant de faire des prélèvements sur ce Fonds, sauf sur recommandation du Cabinet;
- iii) il convient de financer les activités des pouvoirs publics par les ressources propres de l'économie nationale, c'est-à-dire par les recettes publiques pétrolières et non pétrolières, et financer le déficit éventuel en puisant dans le Fonds de stabilisation et en émettant des obligations à moyen et à long terme, sans accroître la dette extérieure nette;
- iv) d'après les projections du cinquième Plan quinquennal, les dépenses courantes des ministères civils vont baisser en 1997, 1998 et 1999 et, en l'an 2000, elles ne seront que de 1,6 pour cent plus élevées qu'en 1999;
- v) il faut stabiliser la dette extérieure de l'Etat et des organismes publics en évitant tout accroissement des emprunts nets à l'étranger, sauf avec l'approbation du Cabinet. En conséquence, le service de la dette extérieure (amortissement et intérêts) ne dépassera pas 9 pour cent des recettes d'exportation;
- vi) toute augmentation des dépenses approuvées dans le budget public révisé, au-delà des projections budgétaires, devra être financée par des recettes propres sans recours aux réserves ou à un accroissement de la dette publique;
- vii) il conviendra de réexaminer certaines dépenses au cas où le cours du pétrole tomberait en deçà du cours estimatif, afin d'aligner les dépenses publiques sur les recettes et de préserver la position des finances publiques;
- viii) il faudra accroître progressivement la part des recettes non pétrolières dans les recettes totales.

c) Régime de change et système des paiements

30. L'unité monétaire omanaise est le rial omani, dont le cours est aligné sur le dollar EU, qui est la monnaie d'intervention (1 rial = 2,6008 dollars EU). La Banque centrale applique des taux acheteurs et vendeurs fixes contre le dollar, avec marge étroite de part et d'autre de la parité. Les taux pratiqués par les banques commerciales pour les autres devises sont fondés sur les taux du marché londonien. Aucune taxe ni prime n'influe sur les achats et ventes de devises. L'Oman a informé le FMI le 19 juin 1974 qu'il acceptait officiellement les obligations énoncées à l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des statuts du FMI.

31. Le contrôle des changes est de la compétence de la Banque centrale, mais l'Oman n'applique aucune mesure de contrôle des changes. On peut obtenir librement des devises pour faire des paiements à l'étranger. Aucune prescription ne vise les recettes d'exportation ou de réexportation et l'on peut en disposer librement. Les paiements au titre des invisibles ne font l'objet d'aucune restriction. Les voyageurs peuvent introduire ou sortir n'importe quelle somme en monnaie nationale ou en devises. Aucune mesure de contrôle des changes n'est appliquée aux capitaux reçus ou transférés par les résidents ou les non-résidents.

d) Politique en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur

32. Le gouvernement omanais cherche à encourager l'investissement privé, qu'il soit étranger ou intérieur, dans le dessein d'atteindre les objectifs suivants:

- diversifier les sources de revenu national afin de réduire graduellement la dépendance à l'égard du pétrole;
- créer des emplois et des possibilités de carrière pour un nombre croissant de jeunes Omanais instruits;
- développer les capacités de gestion et les compétences techniques par le transfert de technologies étrangères et notamment de savoir-faire en gestion et en marketing;
- prendre pied sur des marchés extérieurs grâce aux circuits de commercialisation internationale du secteur privé étranger;
- favoriser les prises de participations étrangères dans des grands projets qui nécessitent de très gros investissements.

33. Il convient de diversifier l'économie en renforçant et en développant les secteurs de l'industrie manufacturière, des services, de l'agriculture, des pêches et du tourisme.

34. L'Oman applique une réglementation libérale en matière d'investissement étranger. Le rapatriement du capital et des bénéfices n'est soumis à aucune restriction. La législation prévoit expressément que les projets financés par l'investissement étranger ne peuvent être ni confisqués ni expropriés, si ce n'est dans l'intérêt général, et moyennant une indemnisation.

35. La Loi sur l'investissement étranger dispose qu'un investisseur étranger a le droit de détenir:

- 49 pour cent du capital d'une entreprise dont le capital dépasse 150 000 rials omani (390 000 dollars EU);

- jusqu'à 65 pour cent du capital d'une entreprise avec l'approbation du Ministre du commerce et de l'industrie sur recommandation du Comité des investissements étrangers;
- 100 pour cent du capital d'une entreprise si son capital total dépasse 500 000 rials omani (soit 1,3 million de dollars EU) et si elle contribue au développement de l'économie nationale. Cette participation doit cependant être approuvée par le Conseil des ministres, sur recommandation du Ministre du commerce et de l'industrie.

e) Politiques en matière de concurrence

36. Il n'existe aucune législation particulière en matière de concurrence. De façon générale, la politique économique repose sur les principes de l'économie de marché.

3. Commerce extérieur des marchandises et des services

37. L'Oman a des relations commerciales avec la plupart des pays du monde. Son régime de commerce extérieur est libéral et souple, tant pour les exportations que pour les importations: aucune licence n'est requise et les transferts de devises ne sont assujettis à aucune restriction.

38. Le commerce extérieur joue un rôle majeur dans l'économie omanaise. Durant la période 1991-1995, les exportations de biens et services ont représenté en moyenne approximativement 43,5 pour cent du PIB et les importations 31,6 pour cent du PIB.

39. La structure des exportations s'est notablement modifiée avec une augmentation graduelle de la part des exportations non pétrolières et des réexportations. La part des exportations non pétrolières dans les exportations totales de biens et de services est passée de 0,4 pour cent seulement en 1980 à environ 7,8 pour cent en 1995.

40. Les principaux produits d'exportation sont le pétrole brut et ses dérivés. En 1995, les exportations de marchandises se sont chiffrées à 2,332 milliards de rials (6,063 milliards de dollars EU), ce qui représente 44,1 pour cent du PIB. Le pétrole représentait 78,4 pour cent des marchandises exportées. Les pays de l'Asie de l'Est, en particulier le Japon et la Corée, sont les principaux destinataires des exportations pétrolières. Ils ont absorbé environ 53,8 pour cent des exportations pétrolières en 1995. Il convient de mentionner cependant que la part de ces deux pays est en baisse, en raison de l'ouverture de nouveaux marchés, par exemple la Thaïlande et la Chine. Les principaux produits d'exportation autres que le pétrole sont les produits alimentaires, les animaux vivants et les produits manufacturés. A l'heure actuelle, la moitié environ des exportations non pétrolières ont pour destination les Emirats arabes unis (EAU).

41. Les importations de marchandises ont atteint environ 1,684 milliard de rials en 1995 (4,378 milliards de dollars EU), ce qui représente 31,5 pour cent du PIB. A l'heure actuelle, près de 60 pour cent des importations consistent en machines, équipement de transport et produits manufacturés. Les trois quarts environ de ces importations viennent du Japon, des EAU et d'Europe occidentale.

42. Le Sultanat a toujours eu un solde commercial excédentaire. En 1995, l'excédent commercial était de 648 millions de rials (12,3 pour cent du PIB), ce qui s'explique par l'importance des recettes pétrolières. Cependant, le solde des services et transferts annule cet excédent et, depuis 1991, la balance courante est chroniquement déficitaire. En 1995, le déficit de la balance courante était d'environ 342 millions de rials (6,5 pour cent du PIB). Ce déficit s'explique par le niveau très élevé des envois de fonds des travailleurs expatriés et des rapatriement de bénéfices.

4. Valeur et composition des investissements directs étrangers

43. Au cours de la période 1992-1995, les investissements étrangers ont progressé en moyenne de 14,5 pour cent par an; près de 91 pour cent de ces investissements provenaient de pays non arabes et environ 81 pour cent ont été absorbés par le secteur pétrolier. Ce pourcentage est monté à 83,8 pour cent environ en 1995 tandis que la part des capitaux étrangers investis en dehors du secteur pétrolier s'est accrue notablement, atteignant environ 16,2 pour cent contre 2,6 pour cent seulement en 1994. On peut voir là le signe d'une évolution de la composition de l'investissement étranger en Oman, résultant des efforts déployés par le gouvernement pour diversifier l'économie et encourager l'investissement dans le secteur non pétrolier.

5. Mouvements financiers liés aux envois de fonds

44. Les envois de fonds nets des travailleurs étrangers augmentent constamment depuis quelques années. Durant la période 1991-1995, ils ont augmenté en moyenne de 16,3 pour cent par an, ce qui s'explique surtout par une progression de 12,8 pour cent de l'effectif des travailleurs non omanais. Comme parallèlement le taux annuel moyen de croissance du PIB n'a été que de 3,3 pour cent, la part des envois de fonds des travailleurs dans le PIB n'a cessé d'augmenter. Elle était d'environ 12,9 pour cent en 1995 contre 7 pour cent en 1990. Les envois de fonds des travailleurs omanais établis à l'étranger sont estimés à environ 15 millions de rials annuellement.

6. Croissance du commerce des marchandises et des services non facteurs

45. Les exportations de marchandises et de services non facteurs ont progressé, durant la période 1991-1995, de 2 pour cent par an en moyenne. A partir de 1998, leur taux de croissance baissera en raison du recul des recettes pétrolières, dû à la diminution de la production de pétrole. Cependant, selon les estimations du cinquième Plan quinquennal (1996-2000), leur taux de croissance devrait atteindre 3,8 pour cent par an en moyenne.

46. Les importations de marchandises et de services non facteurs ont augmenté, durant la période 1991-1995, de 8,7 pour cent par an en moyenne. Elles devraient croître de 13,3 pour cent en 1997 et de 8,1 pour cent en 1998, grâce au projet GNL; elles devraient diminuer en 1999 et 2000 en raison de la forte baisse des importations de biens d'équipement. En moyenne cependant, on estime que leur croissance annuelle moyenne durant la période 1996-2000 sera d'environ 3,7 pour cent.

III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

1. Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

47. Sa Majesté le Sultan d'Oman, chef de l'Etat et chef du gouvernement, est la plus haute autorité du pays.

48. Le système juridique est fondé sur les lois et sur les décrets royaux pris par Sa Majesté. Les textes législatifs forment le droit national et ils entrent en vigueur à compter de la date de leur publication au Journal officiel ou à une autre date déterminée. Les traités et conventions internationaux sont également signés par Sa Majesté ou par une personne désignée par elle, auquel cas ils lui sont soumis pour ratification. Après signature ou ratification par Sa Majesté, ils sont considérés comme faisant partie du droit national à compter de la date de leur publication au Journal officiel, à moins que Sa Majesté n'en décide autrement.

49. Le Cabinet, qui est le plus haut organe exécutif du Sultanat, tient ses pouvoirs de Sa Majesté le Sultan. Il examine les questions se rapportant aux fonctions administratives de l'Etat, à la politique

intérieure et aux relations extérieures, ainsi que les traités et conventions internationaux. Il soumet à l'approbation de Sa Majesté des recommandations se rapportant à toutes ces questions.

50. Le Sultan a créé plusieurs conseils spécialisés pour aider à la planification, à l'examen et à la formulation de propositions et plans se rapportant à certains aspects du développement. Certains de ces conseils, comme le Conseil des ressources financières et énergétiques, sont présidés par Sa Majesté le Sultan et comprennent certains membres du Cabinet et autres hauts fonctionnaires.

51. Les attributions des ministères sont déterminées ou modifiées par des décrets royaux. Chaque ministre, secondé par un ou plusieurs sous-secrétaires et par des fonctionnaires, est chargé d'appliquer les mesures relevant de son ministère.

52. Le système judiciaire se compose i) des tribunaux religieux, qui appliquent la Charia, ii) des tribunaux pénaux et iii) de l'Organe de règlement des différends commerciaux.

2. Entités gouvernementales responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques affectant le commerce extérieur

53. C'est surtout au Ministère du commerce et de l'industrie qu'il incombe d'établir et d'appliquer les politiques intéressant le commerce extérieur. Ce ministère est chargé d'appliquer les lois et réglementations se rapportant à l'importation et à l'exportation des marchandises, de conclure des accords commerciaux bilatéraux, de participer aux négociations commerciales multilatérales, d'appliquer des mesures de promotion des exportations, de décider les incitations à l'industrie et de traiter les questions se rapportant à l'investissement étranger. Il est également responsable des normes et des questions relatives à l'assurance ainsi qu'aux brevets, au droit d'auteur et aux marques.

54. Le Ministère du commerce et de l'industrie (Direction générale des spécifications et des mesures) est compétent pour établir et approuver les normes applicables à divers produits vendus dans le pays; il veille à ce que les produits importés ou d'origine nationale subissent les essais prévus et soient conformes aux normes en vigueur.

55. Le Ministère des finances et la Banque centrale sont chargés de formuler et d'appliquer les mesures concernant les services bancaires et autres services financiers. Le Ministère des finances a un rôle de tutelle en matière de droits de douane.

56. Le Ministère de l'agriculture et des pêches s'occupe des affaires se rapportant à l'agriculture, à l'élevage et aux pêches et en particulier du soutien interne à ces activités.

57. La Police royale d'Oman (Direction générale des douanes) est chargée d'administrer et d'appliquer les lois et procédures douanières et de percevoir les droits de douane.

3. Partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements sous-centraux

58. Le Sultanat d'Oman est un Etat centralisé. Le gouvernement central exerce tous les pouvoirs. Il n'y a pas d'administrations locales.

4. Eventuels programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire

59. Il n'existe à l'heure actuelle aucun programme législatif ou plan visant à modifier le régime réglementaire.

5. Lois et instruments juridiques

60. On trouvera à l'annexe 2 la liste des lois et instruments juridiques pertinents.

6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux et administratifs

61. La juridiction qui, dans le système judiciaire du Sultanat d'Oman, est compétente pour juger les litiges commerciaux est l'Office de règlement des différends commerciaux. Cet organe a été créé par le Décret royal n° 79 de 1981.

62. La compétence de l'Office est définie dans le Décret royal n° 32 de 1984, qui l'habilite à trancher tous les litiges commerciaux ainsi que les différends qui, en vertu d'autres lois, doivent lui être soumis.

63. L'Office de règlement des différends commerciaux connaît également des différends entre les entreprises et les ministères ou organismes gouvernementaux.

64. Dans l'exercice de sa fonction judiciaire, l'Office est indépendant du pouvoir exécutif, ce qui est une de ses caractéristiques fondamentales. A cette fin, il a été doté d'une autonomie financière et administrative.

65. L'Office de règlement des différends commerciaux se compose d'un président, d'un président suppléant, de plusieurs juges nommés par décret royal et de membres de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oman choisis par le Ministre du commerce et de l'industrie sur recommandation de son conseil d'administration.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation

66. Les activités d'importation ne sont subordonnées à aucune formalité particulière. Toute personne physique ou morale immatriculée auprès du Ministère du commerce et de l'industrie conformément aux lois en vigueur peut effectuer des opérations d'importation.

b) Caractéristiques du tarif national

67. L'Oman emploie le Système harmonisé à des fins statistiques et envisage de l'utiliser pour la classification des produits à des fins douanières.

68. Les droits de douane sont *ad valorem*. Il n'y a pas de droits spécifiques. Il existe six taux de droits pour différents types de produits: 0 pour cent, 5 pour cent, 20 pour cent, 25 pour cent, 50 pour cent et 100 pour cent.

69. La liste des produits ou groupes de produits faisant l'objet d'un droit nul comprend les denrées alimentaires, telles la viande (sauf la viande de porc), le lait, les huiles et graisses de cuisson, les céréales, le thé, le sucre, les fruits et légumes frais, le ciment, les engrais, les imprimés, les équipements agricoles et tous les produits importés pour les besoins de l'Etat.

70. Seuls quelques produits sont assujettis à des droits allant de 20 à 100 pour cent:

- Dattes	20 pour cent
- Bananes	25 pour cent
- Tabac brut et fabriqué	50 pour cent
- Boissons alcoolisées	100 pour cent
- Viande de porc et les produits du porc	100 pour cent

71. Tous les autres produits sont assujettis à un droit d'importation de 5 pour cent. En 1994, le droit moyen pondéré était de 2,7 pour cent.

72. Les droits de douane actuels sont en vigueur depuis le début de 1986. Ils n'ont pas été révisés depuis.

73. Les droits sont appliqués sur la base NPF aux importations de toutes provenances, sauf aux importations provenant des pays membres du CCG (Conseil de coopération du Golfe), qui sont exemptes de droits en vertu de l'Accord de libre-échange du CCG, dont l'Oman est membre.

c) Contingents tarifaires, exemptions de droits

74. L'Oman n'applique aucun contingent tarifaire. Tous les produits importés pour les besoins de l'Etat sont exemptés de droits d'importation, de même que tous les produits importés des pays membres de la zone de libre-échange du CCG.

d) Autres droits et impositions

75. Aucun autre droit ou imposition, au sens de l'article II.1 b) du GATT de 1994, n'est perçu sur les importations. Cependant, des prélèvements et redevances pour services rendus sont perçus au titre de l'entreposage dans le port ou l'aéroport si les marchandises importées ne sont pas dédouanées dans un certain délai.

e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

76. On trouvera à l'annexe 7 la liste des produits dont l'importation est interdite.

77. Les importations de lait frais et de lait de longue conservation sont limitées à un contingent annuel fixé chaque année sur la base d'une étude du Ministère de l'agriculture et des pêches concernant le volume de la production locale et la consommation projetée.

78. Durant les mois d'été (juin à septembre), le Ministère de l'agriculture et des pêches établit des contingents d'importation pour les oeufs, en fonction d'une étude des besoins du marché et de la production intérieure.

79. Dans le cas des fruits et légumes, l'Office public de commercialisation des produits agricoles établit chaque année les contingents d'importation, après étude de la production intérieure et des besoins du marché.

f) Procédures en matière de licences d'importation

80. Le Sultanat d'Oman n'a pas de régime de licences d'importation.

g) Autres mesures à la frontière

81. L'Oman n'applique aucune autre mesure à la frontière.

h) Evaluation en douane

82. La valeur des marchandises aux fins douanières est déterminée sur la base du prix effectivement payé ou à payer pour les produits importés, emballés et prêts pour l'expédition au port d'embarquement, majoré du coût du fret et des assurances. Les marchandises sont donc évaluées sur la base c.a.f.

83. Le système d'évaluation n'est pas strictement calqué sur l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane ni sur la Définition de Bruxelles, mais pour l'essentiel il est conforme aux principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

84. Le système d'évaluation en douane n'est utilisé que pour la perception des droits *ad valorem*.

i) Autres formalités douanières

85. Les formalités douanières applicables aux marchandises importées sont faciles, simples et rapides. Les marchandises peuvent être mises en libre pratique dès que les documents ont été remplis, l'examen effectué et le droit d'importation payé, le cas échéant, ou entreposées sans versement du droit, qui est perçu au moment de la mise en libre pratique.

86. Les formalités douanières peuvent être faites avant l'arrivée des marchandises au port ou à l'aéroport.

87. Les procédures douanières prévoient la possibilité de dédouaner des marchandises dans les cas où l'importateur ne détient pas les documents nécessaires, sous réserve du paiement du droit estimatif et d'une caution, qui sont partiellement remboursés s'il y a lieu lorsque les documents sont remis aux douaniers.

88. La législation douanière prévoit des possibilités de recours, y compris devant les tribunaux, en cas de contestation concernant la perception ou le montant du droit de douane.

j) Inspection avant expédition

89. Le gouvernement du Sultanat d'Oman n'exige pas d'inspection avant expédition.

k) Application de taxes intérieures aux importations

90. Il n'existe pas de taxes intérieures sur les importations au sens de l'article III du GATT de 1994.

l) Règles d'origine

91. L'Oman applique des règles d'origine pour les importations provenant des pays membres du CCG. Un produit est réputé originaire du CCG si au moins 40 pour cent de sa valeur ont été ajoutés dans les pays du CCG.

m) Régime de droits antidumping

92. L'Oman n'a pas de législation sur les droits antidumping.

n) Régime des droits compensateurs

93. A l'heure actuelle, aucune législation ne prévoit l'application de droits compensateurs.

o) Régime des sauvegardes

94. Il n'existe aucune législation sur les mesures de sauvegarde.

2. Réglementation des exportations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation

95. Il n'existe aucune prescription en la matière.

b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits

96. L'Oman envisage d'utiliser le Système harmonisé pour la classification des produits à des fins douanières.

97. L'Oman ne perçoit pas de droits d'exportation.

c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

98. Il n'existe que deux types de restrictions à l'exportation et elles ne visent que très peu de produits.

99. Une autorisation du Ministère de l'agriculture et des pêches est requise pour les exportations de graines de dattes et de certaines espèces de poisson.

100. Les exportations d'antiquités, de manuscrits anciens et de rials à l'effigie de Marie-Thérèse sont interdites.

d) Procédures en matière de licences d'exportation

101. Il n'existe aucun régime de licences d'exportation.

e) Autres mesures, par exemple prix minimaux à l'exportation, autolimitations des exportations, arrangements de commercialisation ordonnée

102. L'Oman n'applique pas de mesures telles que prix minimaux à l'exportation ou arrangements de commercialisation ordonnée, mais applique une autolimitation des exportations de certains textiles et vêtements en vertu d'accords bilatéraux conclus avec les Etats-Unis et le Canada.

f) Politique de financement, de subventionnement et de promotion des exportations

103. Le Service de financement et de garantie des exportations (SFGE) de la Banque de développement d'Oman facilite les exportations en offrant une assurance contre le risque commercial et le risque politique et en aidant les fabricants à obtenir des prêts bonifiés auprès des banques commerciales, ainsi qu'à financer leurs exportations.

g) Prescriptions en matière de résultats à l'exportation

104. Il n'existe aucune prescription de résultats à l'exportation.

h) Système de ristourne des droits à l'importation

105. Si les produits importés sont réexportés en l'état, les droits d'importation payés sont remboursés intégralement.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions

106. Le Sultanat d'Oman s'emploie à encourager et à développer le secteur industriel afin d'accroître autant que possible sa part dans l'économie nationale. Les principaux objectifs qui ont été fixés à cette fin sont les suivants:

- développer le secteur en conformité avec la stratégie de diversification de l'économie;
- optimiser l'exploitation des ressources nationales dans l'industrialisation;
- encourager les industries exportatrices;
- créer des capacités de R-D afin de faciliter le transfert des technologies et d'accroître l'efficience et la compétitivité du secteur;
- renforcer l'intégration et les interconnexions dans le secteur industriel;
- accélérer l'industrialisation par une politique d'ouverture visant à attirer l'investissement étranger et à instaurer un climat propice à l'investissement;
- mettre en oeuvre, dans certaines industries, une politique de remplacement des importations;
- encourager les industries lourdes liées aux ressources naturelles et les industries légères à haute valeur ajoutée.

107. D'ici 2020, les autorités entendent favoriser, par la stabilité macro-économique, un développement durable dans le cadre duquel le secteur privé sera le principal moteur de la croissance. Un secteur privé fort, efficace et concurrentiel devrait permettre de diversifier et de dynamiser l'économie nationale et de l'intégrer dans l'économie mondiale.

108. La politique industrielle omanaise prévoit que le secteur manufacturier représentera 15 pour cent du PIB en 2020, contre un peu plus de 5 pour cent actuellement. On mettra l'accent sur le développement des industries exportatrices, qui devront renforcer leur compétitivité de façon à pouvoir s'intégrer dans l'économie mondiale. L'Oman a adopté un modèle d'industrialisation qui mise sur les capitaux, la technologie et la matière grise et tient compte de l'importance de l'investissement étranger dans ce processus, en tant que source de capital, de technologie et de savoir-faire dans les domaines de la gestion et de la commercialisation.

109. La politique industrielle encourage aussi les industries moyennes afin d'offrir des possibilités d'emploi aux Omanais instruits et qualifiés.

110. Le gouvernement du Sultanat d'Oman offre différentes incitations à l'industrie:

- recensement gratuit des possibilités d'investissement industriel; prêts bonifiés et subventions pour l'exécution d'études préliminaires;
- octroi de prêts sans intérêts par l'Etat ou de prêts bonifiés par la Banque de développement d'Oman;
- exemption des droits de douane pour les importations de machines, d'équipements, de pièces détachées et de matières premières.

b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations

111. Tous les produits, qu'ils soient fabriqués dans le Sultanat d'Oman ou importés, doivent être conformes aux normes et règles en vigueur, dont la plupart sont fondées sur les normes internationales. L'organisme responsable des normes est la Direction générale des spécifications et des mesures (DGSM).

112. La DGSM, qui est membre correspondant de l'ISO, est chargée d'élaborer, d'adopter, de publier et de distribuer les normes nationales, ainsi que de faire des essais de produits et de certifier leur conformité aux normes.

113. L'objet des normes est de préserver la sécurité et la santé des consommateurs. Les normes et règles omanaises tiennent compte des conditions environnementales locales.

114. A la fin de 1995, la DGSM avait établi 827 normes et règles, qu'elle communique gratuitement aux intéressés et qui visent notamment les produits alimentaires, les équipements électriques, les produits chimiques et les automobiles.

115. La DGSM distribue les projets de normes à l'avance pour permettre aux intéressés de faire des observations avant de les officialiser.

116. Les médicaments et les équipements médicaux sont réglementés par le Ministère de la santé. En vertu des règlements en vigueur, un certificat du Ministère de la santé est requis pour la vente de médicaments et d'équipements médicaux dans le Sultanat d'Oman.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris les mesures prises à l'égard des importations

117. Le Sultanat d'Oman applique des mesures sanitaires et phytosanitaires aux végétaux, aux produits alimentaires, aux animaux et aux produits du règne animal, pour des raisons de santé et de sécurité. Ces mesures sont fondées sur des principes scientifiques. Le Sultanat d'Oman est membre actif de la FAO, de l'OMS et de l'Office international des épizooties (OIE). Il a établi des règles pour l'étiquetage des aliments conditionnés (norme omanaise n° 58/1984). Toutes les expéditions de bétail, de produits du règne animal, de poissons, de médicaments vétérinaires et d'aliments pour animaux sont soumises à un contrôle vétérinaire et à une quarantaine. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne visent que des objectifs légitimes et ne sont pas employées à des fins protectionnistes. Elles n'établissent aucune discrimination entre les différents pays étrangers ou entre ceux-ci et l'Oman.

d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce

118. Le Sultanat d'Oman n'applique aucune mesure concernant les investissements et liée au commerce.

e) Pratiques en matière de commerce d'Etat

119. Deux entreprises d'Etat ont des activités d'importation et d'exportation, mais ce ne sont pas des entreprises d'Etat au sens de l'article XVII et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994, puisqu'aucun droit ou privilège spécial ou exclusif ne leur a été accordé. Elles opèrent sur un pied d'égalité avec les importateurs et exportateurs du secteur privé et elles achètent ou vendent sur la base de considérations purement commerciales.

120. Ces deux entreprises sont l'Office public de commercialisation des produits agricoles (OPCPA) et l'Office public des entrepôts et des réserves alimentaires.

f) Zones franches

121. Il n'y a pas de zones franches dans le Sultanat d'Oman.

g) Zones d'activité économique libre

122. Il n'y a pas de zones d'activité économique libre dans le Sultanat d'Oman.

h) Politiques environnementales liées au commerce

123. L'Oman n'a pas de politique environnementale liée au commerce.

i) Réglementations concernant les mélanges

124. Il n'existe pas de réglementation concernant les mélanges dans le Sultanat d'Oman.

j) Commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement

125. Il n'existe pas de commerce de compensation ou de troc prescrit par le gouvernement.

k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays

126. L'Oman n'a pas conclu d'accords conduisant à une répartition des contingents par pays.

l) Pratiques en matière de marchés publics, y compris le régime juridique général et les procédures pour les appels d'offres, le traitement des soumissions et les adjudications

127. Il existe deux instruments juridiques principaux en ce qui concerne les marchés publics: le Règlement sur les marchés publics, (Décret royal n° 86/84 du 29 octobre 1984), et les Règles uniformes accordant une préférence, dans les marchés publics, aux produits d'origine nationale et aux produits originaires des pays membres du CCG (Décision ministérielle n° 18/87).

128. Tous les marchés publics, c'est-à-dire les achats effectués par les ministères et organismes gouvernementaux, les entreprises publiques, les sociétés d'Etat et les entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation égale ou supérieure à 51 pour cent (sauf en ce qui concerne le Ministère de la défense et les Forces armées), doivent être passés par appels d'offres, sauf s'ils portent sur un montant inférieur à 10 000 rials omani.

129. Les marchés publics sont supervisés par un Conseil des adjudications, chargé de procéder aux appels d'offres, de recevoir et d'évaluer les soumissions et d'adjuger les marchés. Il est secondé par divers comités d'examen au niveau des ministères et dans tout le pays.

130. Les marchés publics de moins de 250 000 rials omani peuvent être annoncés, approuvés et adjugés par les comités d'examen des différents ministères. Tous les marchés d'un montant supérieur doivent être annoncés, traités et adjugés par le Conseil des adjudications.

131. Il y a quatre catégories d'appels d'offres: appels d'offres restreints, appels d'offres locaux, appels d'offres internationaux et appels d'offres généraux.

Les appels d'offres restreints sont réservés aux entreprises présélectionnées par le ministère compétent. Ils visent des marchandises ou des travaux spécialisés.

Les appels d'offres locaux sont destinés aux soumissionnaires et aux entreprises inscrits au Registre du commerce et sur la liste du Conseil des adjudications.

Les appels d'offres internationaux sont ouverts à tous les soumissionnaires de par le monde. Les adjudicataires sont tenus de s'inscrire au Registre du commerce dans un délai d'un mois après l'adjudication du marché.

Les appels d'offres généraux concernent les marchés qui seront adjugés au moins-disant. Ils peuvent être annoncés soit au niveau national soit au niveau international.

132. Le Décret royal n° 86/84 et les Règles uniformes disposent que, en matière de marchés publics, la préférence doit être donnée aux produits d'origine nationale pour autant qu'ils répondent aux conditions et aux spécifications techniques du marché. Si les produits d'origine nationale ne sont pas disponibles en quantités suffisantes ou ne sont pas conformes aux spécifications techniques, la préférence sera donnée aux produits provenant des pays membres du CCG, et à défaut on fait appel à des fournisseurs d'autres pays.

133. Les produits d'origine omanaise bénéficient d'une marge de préférence de 10 pour cent par rapport aux produits étrangers similaires et de 5 pour cent par rapport aux produits originaires des pays membres du CCG.

134. Tous les ministères et organismes gouvernementaux sont tenus de stipuler, dans les contrats de fournitures, de travaux publics, d'entretien ou d'exploitation, que les entrepreneurs doivent, pour leurs achats de matières et d'outils, donner la préférence aux produits omanais et ensuite aux produits provenant des pays membres du CCG, avec une marge de préférence qui est aussi de 10 pour cent pour les produits d'origine omanaise et de 5 pour cent pour les produits d'origine CCG.

m) Réglementation du commerce en transit

135. Le transit de marchandises est autorisé sans discrimination quant à l'origine ou à la source des marchandises, mais les douanes ont le droit de les examiner pour éviter que des armes et des munitions ou des stupéfiants ne soient transportés à travers le pays. Les marchandises en transit ne sont assujetties à aucun droit.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

a) Importations

136. Le taux de droit appliqué à la plupart des produits agricoles est de 5 pour cent. Plusieurs produits agricoles sont exempts de droits: bétail, viande, lait, semences, fleurs et végétaux, fruits et légumes frais (à l'exclusion des bananes), céréales, thé, huiles et graisses de cuisson, sucre, etc. Les dattes

sont assujetties à un droit de 20 pour cent et les bananes à un droit de 25 pour cent. Le droit applicable au tabac brut et fabriqué est de 50 pour cent.

b) Exportations

137. Il n'y a aucun droit d'exportation sur les produits agricoles.

138. Le Sultanat d'Oman ne verse aucune subvention à l'exportation de produits agricoles.

c) Prohibitions et restrictions à l'exportation

139. L'approbation du Ministère de l'agriculture et des pêches est requise pour les exportations de graines de dattes et de certaines espèces de poisson.

d) Crédits à l'exportation, garanties de crédits à l'exportation ou programmes d'assurance

140. Les produits agricoles ne bénéficient d'aucun crédit à l'exportation, garantie de crédits à l'exportation ou programmes d'assurance à l'exportation.

e) Politiques internes

141. Les pouvoirs publics encouragent le secteur agricole en lui fournissant des infrastructures, telles que réseaux d'irrigation, services de vulgarisation agricole et stations d'essai.

142. Les programmes de soutien interne consistent à fournir des intrants subventionnés aux petits agriculteurs, afin de favoriser les transferts de technologie, et des subventions pour l'achat de machines agricoles afin d'encourager les agriculteurs à se mécaniser.

5. Politiques affectant le commerce extérieur d'autres secteurs

143. Le Sultanat d'Oman était partie à l'Arrangement multifibres. Il a conclu avec les Etats-Unis et le Canada des accords bilatéraux qui prévoient des restrictions contingentaires pour les exportations de certains textiles et vêtements.

V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. Généralités

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

144. L'Oman est en voie d'achever sa procédure d'adhésion à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, à la suite d'une décision prise par le gouvernement en juin 1996. Il a une loi sur les marques depuis 1987 et a l'intention d'appliquer le Régime de brevets unifié du Conseil de coopération du Golfe. Il a récemment promulgué, par le Décret royal n° 47/1996, une nouvelle loi sur le droit d'auteur et est résolu à protéger les droits de propriété intellectuelle sur son territoire et à respecter ses obligations internationales.

b) Organismes responsables

145. Le Ministère du commerce et de l'industrie est chargé de formuler et d'appliquer les politiques intéressant les marques, les brevets et le droit d'auteur et les droits connexes.

c) Participation à des conventions internationales et à des accords régionaux ou bilatéraux

146. L'Oman sera bientôt membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Il est également partie au Régime de brevets unifié du CCG.

d) Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers

147. L'Oman applique le traitement national et le traitement NPF aux ressortissants étrangers en ce qui concerne les brevets, les marques et les droits d'auteur et droits connexes.

e) Redevances et taxes

148. Le dépôt d'une demande d'enregistrement d'une marque fait l'objet d'un droit de 25 rials omani.

149. Pour les droits d'auteur et les droits connexes, les redevances et taxes seront fixées par les règlements d'application qui seront pris avant la fin de l'année.

2. Normes fondamentales de protection

a) Droit d'auteur et droits connexes

150. Les droits d'auteur et droits connexes sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, promulguée par le Décret royal n° 47/96. Cette loi protège les auteurs d'oeuvres littéraires, scientifiques, techniques ou culturelles originales, sans jugement de valeur et quel que soit leur mode d'utilisation ou l'objet de leur création. La protection s'applique aux oeuvres suivantes:

- livres et programmes d'ordinateur, y compris les bases de données, et autres écrits;
- oeuvres communiquées oralement, telles que les conférences, les discours et les sermons;
- pièces de théâtre et compositions musicales;
- oeuvres musicales, avec ou sans notation et accompagnées ou non de paroles;
- oeuvres se rapportant à la chorégraphie et la pantomime;
- oeuvres cinématographiques, télévisuelles, radiophoniques, sonores et audiovisuelles;
- dessins, peintures, plans architecturaux, sculptures, ornements et gravures;
- arts appliqués, qu'il s'agisse d'artisanat ou d'arts industriels;
- illustrations, cartes géographiques, épures, oeuvres liées à la géographie, à la topographie, à l'architecture et aux sciences;
- oeuvres folkloriques;
- titres d'oeuvres, s'ils présentent un caractère original et ne consistent pas en une expression courante utilisée pour décrire le thème de l'oeuvre.

151. Bénéficient aussi de la protection de cette loi les personnes qui obtiennent de l'auteur l'autorisation de traduire l'oeuvre dans une autre langue, et les personnes qui abrègent, adaptent, modifient ou expliquent l'oeuvre ou lui donnent d'une autre manière une forme nouvelle.

152. La protection mentionnée au paragraphe précédent ne peut réduire la protection dont bénéficient l'auteur d'une oeuvre originale ou ses ayants droit.

153. La Loi sur le droit d'auteur confère le droit d'exploitation de l'oeuvre jusqu'à 50 ans après le décès de l'auteur. Cette durée s'applique aussi aux oeuvres de co-auteurs et elle est alors calculée à partir du décès du dernier co-auteur. La protection conférée par le droit d'auteur se termine 25 ans après la date de première publication en ce qui concerne les films, les arts décoratifs, les photographies, les publications sous des pseudonymes et les études de jurisconsultes.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de services

154. La Loi de 1987 sur les marques régit l'enregistrement et la protection des marques. La durée de la protection qui résulte de l'enregistrement d'une marque est de dix ans. L'enregistrement peut être renouvelé. Il peut être radié si la marque n'a pas été utilisée pendant cinq années consécutives, à moins que le titulaire de la marque ne puisse justifier la non-utilisation.

155. Le titulaire doit s'adresser au Ministère du commerce et de l'industrie pour faire enregistrer une marque. Après l'approbation du Ministère, la marque est enregistrée au Ministère du commerce et de l'industrie sur un registre qui renferme tous les renseignements nécessaires.

c) Brevets

156. Le Régime de brevets unifié du Conseil de coopération du Golfe, que l'Oman a l'intention d'appliquer dès que le Secrétariat du CCG aura adopté les règlements d'application, a pour objet de garantir la pleine protection des inventions dans les pays membres du CCG. Le Ministère du commerce et de l'industrie est chargé des affaires se rapportant à la protection conférée par brevet. Pour ce qui est de l'octroi des brevets, la loi ne fait aucune distinction entre les ressortissants des pays membres du CCG et les ressortissants d'autres pays.

157. Un brevet est valable pendant 15 ans à compter de la date où il est accordé. Le titulaire peut demander que sa validité soit prorogée d'une période additionnelle de cinq ans, à condition que la demande de prorogation soit faite au cours des 90 derniers jours de la période initiale.

158. Le Régime de brevets unifié du CCG ne protège pas les obtentions végétales, ni les traitements chirurgicaux ou médicaux appliqués aux humains ou aux animaux.

3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle

159. Le gouvernement peut, dans l'intérêt général, décider de publier ou de reproduire une oeuvre qui n'a pas été publiée par les héritiers ou ayants droit de l'auteur, malgré une demande officielle en ce sens. Les héritiers ou ayants droit recevront une indemnité équitable.

4. Moyens de faire respecter les droits

160. La contrefaçon d'une marque peut être sanctionnée par une peine d'emprisonnement de trois ans au maximum et/ou une amende allant jusqu'à 500 rials omani. Les articles 32 à 34 de la Loi sur les marques prévoient aussi des mesures préventives visant à empêcher l'importation et la circulation des marchandises de contrefaçon. En outre, les marchandises de contrefaçon peuvent être confisquées et détruites.

161. Une personne reconnue coupable de violation du droit d'auteur est passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum et/ou d'une amende allant jusqu'à 2 000 rials omani. Les tribunaux peuvent ordonner la confiscation des copies piratées et des équipements utilisés pour les produire, ainsi que la fermeture des locaux des contrevenants.

162. Les parties lésées peuvent saisir l'Office de règlement des différends commerciaux.

5. Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques

163. Les instruments juridiques se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sont les suivants:

- la Loi sur les marques;
- la Loi sur le droit d'auteur;
- le Régime de brevets unifié du CCG.

6. Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits

STATISTIQUES CONCERNANT LES MARQUES

Année	Demandes déposées	Marques enregistrées
1989	3 663	-
1990	1 474	10
1991	1 295	521
1992	1 459	647
1993	1 429	632
1994	1 638	635
1995	1 818	530

VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

164. Le régime des services suit les principes de l'économie de marché. Les exportations omanaises de services commerciaux sont minimales, mais les importations sont très importantes. L'Oman est donc importateur net de services.

165. En ce qui concerne les mouvements de personnes physiques, l'Oman applique une politique libérale. Quelque 670 000 travailleurs et professionnels étrangers de différentes nationalités sont employés dans le secteur public et le secteur privé.

166. La constitution et l'exploitation d'une société sont régies par la Loi sur les sociétés commerciales, qui prévoit six types de sociétés: sociétés en nom collectif, sociétés en commandite, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, coentreprises et sociétés de portefeuille. La participation étrangère dans les différents secteurs des services est régie par la Loi sur l'investissement étranger. Il existe aussi des lois sectorielles, telles que la Loi sur les banques, la Loi sur les assurances, la Loi sur l'organisation des cabinets d'ingénieurs-conseils ou la Loi sur les bureaux de représentation.

2. Politiques affectant le commerce des services

a) Ministères et organismes gouvernementaux compétents

167. Le Ministère du commerce et de l'industrie supervise la plupart des services aux entreprises et services professionnels, services d'assurance, services de tourisme et services connexes et services

d'ingénierie. Il est compétent pour tout ce qui touche à la présence commerciale et à la participation de capitaux étrangers dans les entreprises de services.

168. La Banque centrale et le Ministère des finances sont compétents en ce qui concerne les services financiers.

169. Le Ministère des postes, télégraphe et téléphone est compétent en ce qui concerne les postes et télécommunications. Le Ministère des transports est responsable de l'aviation civile et du transport terrestre et maritime.

170. Le Ministère de la santé réglemente les services médicaux et le Ministère de l'éducation réglemente les services d'éducation.

171. Le Ministère des affaires sociales et du travail est compétent en ce qui concerne les mouvements de personnes physiques.

b) Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs concernant le commerce des services

172. Les différends se rapportant au commerce des services sont en principe réglés par arbitrage au niveau du ministère compétent. La Chambre de commerce et d'industrie d'Oman peut aussi arbitrer les différends commerciaux, à titre officieux. Enfin, les différends peuvent être soumis à l'Office de règlement des différends commerciaux, compétent pour tous les différends de nature commerciale.

c) Qualifications requises et procédures de qualification

173. L'article 19 de la Loi sur le travail dispose que tous les travailleurs doivent avoir les qualifications techniques nécessaires pour les tâches qu'ils exécutent. Les titres et qualifications des fournisseurs de services professionnels étrangers, tels que médecins, ingénieurs et comptables, sont reconnus.

d) Monopoles ou fournisseurs exclusifs de services

174. Le gouvernement est le fournisseur exclusif des services de télévision et de radio, des services postaux, des services de télécommunications de base et de services publics tels que l'eau et l'électricité.

e) Mesures de sauvegarde

175. L'Oman n'applique aucune mesure de sauvegarde au commerce des services.

f) Transferts et paiements internationaux

176. L'Oman n'applique aucune restriction aux transferts et paiements internationaux pour les transactions de services des résidents et des non-résidents.

g) Transactions en capital

177. L'Oman n'applique aucune restriction de change visant les capitaux reçus ou transférés par les résidents ou les non-résidents.

h) Marchés publics

178. Le Décret royal n° 86/84 définit les procédures d'appels d'offres pour les marchés publics. Toutes les fournitures et tous les services requis par des organismes gouvernementaux ou pour la mise en oeuvre de projets gouvernementaux doivent faire l'objet d'un appel d'offres public. Cette règle ne vise pas les marchés liés à la défense nationale. Dans l'évaluation des soumissions, une marge de préférence est accordée aux entreprises omanaises et aux entreprises des pays membres du CCG.

179. Les marchés d'une valeur inférieure à 250 000 rials peuvent être annoncés, examinés et adjugés par les comités internes des ministères compétents. Les marchés d'une valeur inférieure à 10 000 rials peuvent être passés de gré à gré par le ministère compétent.

i) Aides, primes, subventions, incitations fiscales ou programmes de promotion

180. L'Oman n'offre aucune aide, prime, subvention, incitation fiscale ou mesure de promotion influant directement sur le commerce des services.

3. Accès au marché et traitement national

a) Limitations concernant le nombre de fournisseurs de services

181. Aucune restriction ne limite le nombre de fournisseurs de services étrangers.

b) Limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services

182. Aucune restriction ne limite la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services.

c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de service ou la quantité totale de services produits

183. Aucune restriction ne limite le nombre total d'opérations de service ou la quantité totale de services produits, sauf dans les secteurs qui sont réservés à l'Etat, si ce n'est que la Banque centrale limite le nombre de succursales qu'une banque étrangère peut exploiter en Oman.

d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier

184. La Loi de 1973 sur le travail régit l'emploi des Omanais et des ressortissants étrangers; les Omanais doivent être engagés en priorité. Récemment, le Ministère des affaires sociales et du travail a établi les pourcentages d'indigénisation qui devront être atteints dans certains secteurs de services d'ici à la fin de 1996:

- Transports, entreposage et communications	60 pour cent
- Finance, assurance et immobilier	45 pour cent
- Hôtellerie et restauration	30 pour cent
- Commerce de gros et commerce de détail	20 pour cent
- Construction	20 pour cent

185. Les travailleurs étrangers doivent avoir un permis de travail, délivré par le Ministère des affaires sociales et du travail.

e) Restrictions ou prescriptions concernant des types spécifiques d'entités juridiques

186. Il existe six types de personnes morales, définies dans la Loi sur les sociétés commerciales: société en nom collectif, société en commandite, coentreprise, société anonyme, société à responsabilité limitée et société de portefeuille. Les investisseurs étrangers peuvent constituer l'une quelconque de ces sociétés, sous réserve de la Loi sur l'investissement étranger.

f) Limitations concernant la participation de capital étranger

187. La participation de capital étranger est régie par la Loi sur l'investissement étranger, qui autorise les investisseurs étrangers à détenir 49 pour cent du capital d'une entreprise dont le capital est d'au moins 150 000 rials omani (390 000 dollars EU) en règle générale et 65 pour cent avec l'assentiment du Ministre du commerce et de l'industrie sur recommandation du Comité des investissements étrangers; les investisseurs étrangers peuvent détenir la totalité du capital d'une entreprise si ce capital dépasse 500 000 rials omani (1,3 million de dollars EU) et si l'entreprise contribue au développement de l'économie nationale. Ce niveau de participation doit cependant être approuvé par le Cabinet, sur recommandation du Ministre du commerce et de l'industrie.

188. Dans les domaines de la comptabilité et de l'audit, les cabinets étrangers établis en Oman doivent avoir un partenaire omanais, dont la part doit être égale à 35 pour cent au moins du capital total.

g) Mesures prévoyant moins que le traitement national

189. De façon générale, les personnes physiques et morales étrangères ne sont pas autorisées, sauf par décret royal, à acquérir la pleine propriété d'un bien-fonds. Elles peuvent, moyennant autorisation spéciale, construire des logements temporaires pour leurs salariés. Cependant, il est possible de louer un terrain avec un bail de 50 ans reconductible.

4. Exceptions au traitement de la nation la plus favorisée

190. En vertu de l'article 8 de l'Accord du CCG, les pays membres doivent s'entendre sur des règles propres à garantir le traitement national aux ressortissants des pays membres du CCG en ce qui concerne la liberté de mouvement, de travail et d'établissement, le droit de propriété et l'exercice d'une activité économique, y compris dans le domaine des services. L'Oman, avec les autres pays membres du CCG, est en train de mettre en oeuvre cet accord.

VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services

191. Le Sultanat d'Oman a conclu des accords économiques et commerciaux bilatéraux avec de nombreux pays arabes et non arabes (voir l'annexe 8). Il s'agit d'accords à caractère général, non contraignants, fondés sur le principe du traitement NPF. Ils ne prévoient ni contingents d'importation ou d'exportation par pays ni traitement tarifaire préférentiel. La plupart instituent des commissions mixtes qui se réunissent périodiquement et auxquelles participent des représentants du secteur privé.

2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange

192. Le Sultanat d'Oman est membre du Conseil de coopération du Golfe qui comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis. Les pays membres du CCG ont

signé en novembre 1981 un accord d'unification dont l'objet est de développer et d'élargir leurs liens économiques.

193. En 1983, les pays membres du CCG ont établi une zone de libre-échange. Les marchandises originaires des pays membres sont, dans tous ces pays, exemptes de droits de douane et autres restrictions.

194. L'Accord d'unification encourage la création de coentreprises et l'harmonisation des plans de développement et vise à instaurer une politique commune en matière d'investissement et une coordination des politiques financière et monétaire.

3. Accords d'intégration des marchés du travail

195. L'un des objectifs de l'Accord d'unification du CCG est d'intégrer les marchés du travail en instaurant la liberté des mouvements de main-d'oeuvre, la liberté d'établissement et la liberté d'exercer des activités économiques.

4. Coopération économique multilatérale, participation aux organisations économiques multilatérales

196. Le Sultanat d'Oman est membre de plusieurs organisations économiques multilatérales qui visent notamment à promouvoir les échanges et la coopération économique entre les pays membres. Ces institutions sont entre autres la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la CNUCED, l'Organisation de la conférence islamique, la Banque islamique de développement et le Fonds monétaire arabe.

ANNEXE 1

Le Ministère du développement du Sultanat d'Oman est chargé d'établir les statistiques du commerce extérieur des produits et des services.

Les statistiques sont publiées dans l'Annuaire statistique par le Centre d'information et de documentation du Ministère du développement.

Données statistiques; tableaux annexés

- 1 a) PIB
- 1 b) Budget de l'Etat
- 1 c) PNB par habitant
- 1 d) Indice du coût de la vie
- 1 e) Taux de change
- 1 f) Balance courante
- 1 g) Ventilation de l'emploi (personnes âgées de 15 ans ou plus) par secteur économique
- 1 h) Sommaire des comptes publics, 1991-1995
- 1 i) Dette extérieure et service de la dette, 1991-1995
- 1 j) Dette publique intérieure et intérêts y relatifs, 1991-1995
- 1 k) Balance commerciale
- 1 l) Composition des exportations non pétrolières
- 1 m) Composition des importations
- 1 n) Origine des importations
- 1 o) Destination des exportations

TABLEAU 1 a)

Produit intérieur brut

Prix courants			Prix constants (1988)	
Année	Millions de rials omani	Taux de croissance	Millions de rials omani	Taux de croissance
1990	4 492,9	24,7%	3 597,7	9,2%
1991	4 360,8	-2,9%	3 816,4	6,0%
1992	4 787,8	9,8%	4 140,5	8,5%
1993	4 803,6	0,3%	4 395,0	6,1%
1994	4 967,3	3,4%	4 564,0	3,8%
1995	5 288,2	6,5%	4 772,9	4,6%

TABLEAU 1 b)

Budget de l'Etat
(en millions de rials omani)

	Recettes*	Dépenses
1990	1 876,3	1 887,4
1991	1 585,1	1 868,1
1992	1 680,2	2 258,7
1993	1 723,9	2 242,3
1994	1 757,4	2 252,9
1995	1 851,6	2 331,0

*Après les transferts.

TABLEAU 1 c)

Produit national brut

Postes	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Produit national brut (millions de r.o.)	4 085,9	3 937,8	4 178,9	4 169,6	4 202,3	4 488,2
PNB par habitant (r.o.)	2 511,6	2 234,9	2 208,4	2 066,2	2 024,2	2 102,2
Exportations de produits et de services (millions de r.o.)	2 122,0	1 878,0	2 141,0	2 068,0	2 136,0	2 337,0
Importations de produits et de services (millions de r.o.)	1 240,0	1 515,0	1 702,0	1 828,0	1 726,0	1 879,0

TABLEAU 1 d)

Indice du coût de la vie

Année	Indice des prix à la consommation (1990= 100)	Variation en pourcentage
1990	100,0	9,9%
1991	104,6	4,6%
1992	105,6	1,0%
1993	106,9	1,2%
1994	106,1	-0,7%
1995	104,7	-1,3%

TABLEAU 1 e)

Taux de change

Année	Dollar (Moyenne)	DTS (Moyenne)
1990	0,38	0,547
1991	0,38	0,55
1992	0,38	0,5287
1993	0,38	0,5281
1994	0,38	0,5613
1995	0,38	

TABLEAU 1 f)

Balance courante

Année	Millions de rials omani			Millions de dollars EU		
	Balance commerciale	Services et transferts	Balance courante	Balance commerciale	Services et transferts	Balance courante
1990	1 042	-567	475	710	-1 475	1 235
1991	594	-654	-60	1 545	-1 701	-156
1992	636	-806	-170	1 654	-2 096	-442
1993	411	-805	-394	1 069	-2 094	-1 025
1994	588	-943	-355	1 529	-2 453	-923
1995	648	-990	-342	1 685	-2 575	-889

TABLEAU 1 g)

Ventilation de l'emploi (personnes âgées de 15 ans ou plus) par secteur économique
(1993)

Secteur	Pourcentage d'Omanais	Total	Non-Omanais	Omanais
Agriculture	25,6	54 075	40 222	13 853
Pêches	93,5	8 707	567	8 140
Industries extractives	57,4	14 067	5 991	8 076
Industries manufacturières	7,0	60 037	55 825	4 212
Electricité, gaz et eau	21,3	4 423	31 481	942
Construction	4,1	107 703	103 294	4 412
Commerce de gros et de détail et réparations de véhicules	12,7	88 863	77 568	11 295
Hôtellerie et restauration	6,3	14 379	13 473	906
Transports, entreposage et communications	46,6	24 328	12 989	11 339
Intermédiation financière	67,1	7 144	2 349	4 795
Services immobiliers et services de location	10,6	10 000	8 938	1 062
Administration publique et défense	84,0	160 324	25 610	134 714
Education	48,5	36 593	18 836	17 757
Santé et protection sociale	42,9	16 163	9 233	6 930
Services communautaires et personnels	38,9	23 174	14 148	9 026
Services domestiques	0,6	33 494	33 279	215
Organisations et organismes non régionaux	26,1	959	709	250
Non classés	35,2	5 842	3 786	2 056
Total	35,81	430 295	239 980	239 980

TABLEAU 1 h)

Sommaire des finances publiques, 1991-1995
(en millions de rials omani)

		Résultats			Prévisions	Prov.	Prévisions
	1991	1992	1993	1994	1995	1995	1996
Recettes ¹	1 570,4	1 661,0	1 709,5	1 737,0	1 823,9	1 844,2	1 921,0
Recettes pétrolières	1 241,7	1 277,2	1 304,0	1 312,8	1 353,7	1 374,8	1 474,4
Recettes non pétrolières	328,7	383,8	405,5	424,2	470,2	469,4	446,6
Dont							
Recettes fiscales	65,8	74,3	77,2	87,3	123,9	101,5	108,0
Subventions (montants nets)	1,3	-6,0	7,4	9,6	10,3	10,7	
Dépenses	1 863,8	2 216,4	2 211,4	2 242,7	2 155,1	2 265,0	2 152,0
Courantes	1 491,5	1 775,0	1 758,7	1 799,8	1 740,7	1 852,8	1 798,0
Civiles ²	772,0	919,0	932,1	936,1	981,0	993,0	1 003,0
Masse salariale	374,8	441,5	467,1	480,0	501,1	501,2	520,6
Produits et services	266,0	305,5	305,9	299,8	300,7	321,8	303,6
Subsides et transferts	61,8	73,5	58,8	56,3	53,7	62,2	58,8
Intérêts	69,4	98,5	100,3	100,7	125,5	107,8	120,0
Défense ³	643,3	773,8	734,2	775,3	667,0	770,2	699,0
Exploitation PDO ⁴	76,2	82,2	92,4	87,7	92,7	89,6	96,0
Capital	372,3	441,4	452,7	442,9	414,4	412,2	354,0
Civil	221,8	290,7	288,7	282,7	250,0	252,0	163,0
Immobilisations PDO ⁴	142,3	142,3	156,5	151,9	155,4	145,8	179,0
Mise en valeur du gaz	8,2	8,4	7,5	8,3	9,0	14,4	12,0
Prêts et fonds propres nets							
Participation	-10,4	23,2	16,6	-10,2	-19,2	-1,6	-13,0
Nationale	-9,6	18,0	-2,2	-12,9	-18,2	-2,3	
Etrangère	-0,8	5,2	18,8	2,7	-1,0	0,7	
Excédent/déficit budgétaire	-281,7	-584,6	-511,1	-485,9	-301,7	-408,5	-218,0
Recettes du FNRG	282,1	288,5	143,7	56,6		220,1	
Recettes pétrolières	193,0	195,2	16,3	9,6		141,8	
Revenus	90,0	76,7	71,1	55,0		47,7	
Plus-values réalisées	-0,9	16,6	56,3	-8,0		30,6	
Recettes du Fonds de prévoyance	82,0	57,1	1,8				
Recettes pétrolières	82,0	54,1	0,6				
Revenus		3,0	1,2				
Recettes du Fonds pétrolier			11,9	39,8			33,7
Différences chronologiques	-40,6	39,6	-34,1	10,4		-19,0	
Excédent/déficit global	41,8	-199,4	-387,8	-379,1	-301,7	-173,7	-218,0
Financement	-41,8	199,4	387,8	379,1	301,7	173,7	218,0
Intérieur	-32,0	255,1	177,8	85,1		-37,5	
Système bancaire	-57,5	181,7	139,5	15,4		-43,7	
Administration centrale	87,8	79,9	-57,7	-31,8		-16,1	
FNRG ⁷	-145,3	101,8	197,2	47,2		-27,6	
Non-banques ⁸	25,5	73,4	38,3	69,7		6,2	
Avoirs étrangers du FNRG	-64,3	-187,2	201,3	163,4		198,7	
Etranger	85,4	104,9	-30,0	133,7		-1,0	

		Résultats			Prévisions	Prov.	Prévisions
	1991	1992	1993	1994	1995	1995	1996
Prêts (nets) ⁵	84,9	40,0	-95,0	167,7		-54,2	
Ventes d'obligations à l'étranger	0,5	64,9	65,0	-34,0		53,2	
Ecart	-30,9	26,6	38,7	-3,1		13,5	
Pour mémoire:							
Total des recettes	1 934,5	2 006,6	1 866,9	1 833,4	1 823,9	2 098,0	1 921,0
Total des recettes pétrolières	1 516,7	1 526,5	1 332,8	1 362,2	1 353,7	1 549,9	1 473,0
Total des recettes non pétrolières	417,8	480,1	534,1	471,2	470,2	549,1	448,0
Total des dépenses	1 853,4	2 239,6	2 228,0	2 232,5	2 135,9	2 263,4	2 139,0
PIB aux prix du marché	3 917,4	4 421,8	4 370,5	4 471,6	4 471,6	4 801,1	4 816,0
(en pourcentage du PIB)							
Excédent/déficit	1,1	-4,5	-8,9	8,4	-4,8	-3,3	-4,5
Total des recettes ⁹	49,4	45,4	42,7	41,0	42,7	43,7	39,9
Total des recettes pétrolières	38,7	34,5	30,5	30,5	31,0	32,3	30,6
Total des recettes non pétrolières	10,7	10,9	12,2	10,5	11,7	11,4	9,3
Recettes fiscales	1,7	1,7	1,8	2,0	2,8	2,1	2,2
Total des dépenses	47,3	50,6	51,0	49,8	47,8	47,2	44,4
Dépenses courantes	37,1	40,1	40,2	40,2	39,9	38,6	37,7
Dépenses d'équipement	9,5	10,0	10,4	9,9	9,3	8,6	7,4
(Taux de croissance, en pourcentage)							
Total des recettes	-8,6	3,7	-7,0	-1,8	4,2	14,4	-8,4
Total des recettes pétrolières	-10,9	0,6	12,7	2,2	1,7	13,8	-5,0
Total des recettes non pétrolières	0,7	14,9	11,2	-11,8	11,5	16,5	-18,4
Recettes fiscales	19,9	12,9	3,9	13,1	41,9	16,3	0,6
Total des dépenses	-0,9	20,8	-0,5	0,0	-4,1	1,4	-5,5
Dépenses courantes	-6,2	19,0	-0,9	2,3	-3,3	2,9	-3,0
Dépenses d'équipement	40,1	18,6	2,6	-2,2	-6,4	-6,9	-14,1

¹Ne comprend pas les versements au Fonds national de réserve générale d'Etat (FNRG) et au Fonds de prévoyance.

²Comprend les dépenses d'équipement des forces armées et de la police.

³Comprend les dépenses d'équipement hors projets.

⁴Soixante pour cent des dépenses d'exploitation et d'équipement PDO.

⁵Correspond aux postes de la balance des paiements.

⁶Le Fonds de prévoyance est inclus dans le secteur bancaire.

⁷Avoirs non bancaires en obligations de développement détenues par les résidents et les non-résidents.

⁸Y compris les recettes pétrolières attribuées au FNRG. Revenus du FNRG et du Fonds de prévoyance.

⁹Comprend les ajustements pour non-paiement des cotisations de pension.

TABLEAU 1 i)

Dette extérieure et service de la dette, 1991-1995
(en millions de rials omani)

Description	1991	1992	1993	1994	Prov. 1995
Prêts à moyen et long termes ¹					
Encours en début d'exercice (décaissé)	847,1	932,0	908,6	882,7	993,3
Tirages nets au cours de l'année	84,9	-23,4	-25,9	110,6	3,2
Décaissements	227,1	105,8	136,7	254,3	119,2
Banques commerciales	173,0	0,0	19,6	134,1	
Autres	54,1	105,8	117,1	120,2	119,2
Amortissement	-142,2	-129,2	-162,6	-143,7	-116,0
Banques commerciales	-80,6	-84,9	-122,6	-85,8	-62,2
Autres	-61,6	-44,3	-40,0	-57,9	-53,8
Encours en fin d'exercice	932,0	908,6	882,7	993,3	996,5
Intérêts	62,0	75,2	59,4	57,0	63,6
Banques commerciales	43,8	51,3	36,7	30,9	34,6
Autres	18,2	23,9	22,7	26,1	29,0
Prêts à court terme ²		63,4	7,7	59,2	
Encours en fin d'exercice					
Intérêts	7,4	0,7	0,8	1,0	1,6
Obligations de développement (détenues par des non-résidents)					
Encours en début d'exercice		0,5	65,4	130,4	96,4
Ventes nettes	0,5	64,9	65,0	-34,0	53,2
Ventes	0,5	64,9	65,0	7,3	75,7
Rachats				-41,3	-22,5
Encours en fin d'exercice	0,5	65,4	130,4	96,4	149,6
Intérêts		0,3	7,2	10,4	8,6
Dette extérieure totale (fin d'exercice) ³	932,5	1 037,4	1 020,8	1 148,9	1 146,1
Service de la dette	2116,0	205,4	230,0	253,4	212,3
Amortissement	142,2	129,2	162,6	185,0	138,3
Intérêts	69,4	76,2	67,4	68,4	73,8

¹Echéance supérieure à un an.²Echéance inférieure à un an.³Encours des prêts à court, moyen et long terme et des obligations de développement détenues par des non-résidents.

TABLEAU 1 j)

Dette publique intérieure et intérêts y relatifs, 1991-1995

	1991	1992	1993	1994	Prov. 1995
Dette intérieure totale	185,8	320,3	320,8	353,9	343,6
Bons du Trésor					
Encours en début d'exercice	32,7	97,3	159,8	110,2	34,5
(Banques commerciales)					
Ventes nettes	64,6	62,5	-49,6	-75,7	-14,4
Encours en fin d'exercice	97,3	159,8	110,2	34,5	20,1
Obligations de développement					
Encours en début d'exercice		40,1	113,5	151,8	221,5
Ventes nettes	40,1	73,4	38,3	69,7	6,2
Ventes	40,1	73,4	50,2	92,3	45,9
Remboursements			-11,9	-22,6	-39,7
Encours en fin d'exercice	40,1	113,5	151,8	221,5	227,7
Crédit de la Banque centrale	32,8	27,5	32,7	96,5	85,5
Crédit des banques commerciales	15,6	19,5	26,1	1,4	10,3
Total des intérêts payés	4,0	19,4	20,0	21,0	27,3
Bons du Trésor	3,8	7,3	7,3	2,7	1,3
Obligations de développement	0,2	3,2	10,7	14,2	18,4
Autres		8,9	2,0	4,1	7,6

TABLEAU 1 k)

Balance commerciale
(en millions de rials omani)

Année	Exportations	Importations	Solde
1990	2 116	1 076	1 040
1991	1 874	1 279	595
1992	2 135	1 500	635
1993	2 065	1 652	413
1994	2 132	1 543	589
1995	2 333	1 684	649

TABLEAU 1 I)

Composition des exportations non pétrolières*

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Produits alimentaires et animaux vivants, dont:	27,2	28,1	30,8	39,4	42,8	52,4
Animaux vivants	6,7	7,4	5,9	6,3	8,2	7,5
Poisson et préparations de poisson	17,3	13,3	13,4	19,8	19,0	23,6
Fruits et légumes	3,0	3,3	5,5	5,4	5,7	5,9
Boissons et tabac	0,3	1,4	1,7	1,3	1,4	2,1
Matières brutes (sauf les carburants)	0,0	1,6	2,1	3,4	4,5	7,3
Carburants et lubrifiants, minéraux et produits connexes	0,0	7,9	9,3	12,8	13,9	16,6
Matières grasses animales et végétales	0,0	2,2	3,2	4,4	6,3	8,3
Produits chimiques	0,0	4,9	5,0	6,2	4,7	4,9
Produits manufacturés, dont:	12,6	19,1	21,8	28,9	36,2	43,8
Métaux non ferreux	12,6	16,0	17,2	22,3	29,6	31,7
Matériel et équipement de transport	0,0	0,8	2,0	2,8	4,3	5,8
Articles manufacturés divers, dont:	0,0	12,9	20,8	23,3	31,3	41,0
Vêtements	0,0	9,9	16,8	18,9	25,2	30,7
Autres	28,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	68,9	79,1	96,7	122,5	145,4	182,2
(% du total)						
Produits alimentaires et animaux vivants, dont:	39,4	35,5	31,9	32,1	29,4	36,0
Animaux vivants	9,7	9,4	6,1	5,1	5,6	5,2
Poisson et préparations de poisson	25,1	16,8	13,9	16,2	13,1	16,2
Fruits et légumes	4,3	4,15	5,7	4,45	3,9	4,1
Boissons et tabac	0,5	1,8	1,7	1,1	0,9	1,4
Matières brutes (sauf les carburants)	0,0	2,1	2,2	2,8	3,1	5,0
Carburants et lubrifiants, minéraux et produits connexes	0,0	10,0	9,6	10,4	9,6	11,4
Matières grasses animales et végétales	0,0	2,8	3,3	3,6	4,3	5,7
Produits chimiques	0,0	6,2	5,2	5,0	3,3	3,4
Produits manufacturés, dont:	18,4	24,2	22,5	23,6	24,9	30,1
Métaux non ferreux	18,4	20,3	17,8	18,2	20,4	21,8
Matériel et équipement de transport	0,0	1,0	2,1	2,3	3,0	4,0
Articles manufacturés divers, dont:	0,0	16,4	21,5	19,0	21,5	28,2
Vêtements	0,0	12,5	16,8	15,4	17,3	21,1
Autres	41,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

*A l'exclusion des réexportations.

Source: Annuaire statistique, Ministère du développement.

TABLEAU 1 m)

Composition des importations*

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Produits alimentaires et animaux vivants	163,7	171,1	180,7	187,4	193,3	220,2
Boissons et tabac	19,8	49,4	88,4	93,7	96,8	87,8
Matières brutes (sauf les carburants)	12,9	14,2	88,4	93,7	96,8	87,8
Carburants et lubrifiants, minéraux et produits connexes	40,7	21,1	26,7	47,3	15,1	24,7
Matières grasses animales et végétales	3,3	5,3	6,8	8,1	9,7	13,6
Produits chimiques	65,5	74,1	81,4	92,7	90,8	108,2
Produits manufacturés	167,0	214,3	230,1	237,0	215,3	252,2
Matériel et équipement de transport	373,0	514,0	633,5	683,9	642,1	643,0
Voitures de tourisme	111,3	145,4	230,6	243,3	192,6	156,1
Articles manufacturés divers	118,6	127,4	138,0	129,9	155,8	166,9
Autres	66,6	37,3	44,9	69,3	49,1	72,3
TOTAL	1 031,1	1 228,2	1 449,2	1 581,8	1 505,1	1 633,5
(% du total)						
Produits alimentaires et animaux vivants	15,9	13,9	12,5	11,8	12,8	14,6
Boissons et tabac	1,9	4,0	6,1	5,9	6,4	5,8
Matières brutes (sauf les carburants)	1,3	1,2	1,3	2,1	2,5	3,0
Carburants et lubrifiants, minéraux et produits connexes	3,9	1,7	1,8	3,0	1,0	1,6
Matières grasses animales et végétales	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,9
Produits chimiques	6,4	6,0	5,6	5,9	6,0	7,2
Produits manufacturés	16,2	17,4	15,9	15,0	14,3	16,8
Matériel et équipement de transport	36,2	41,8	43,7	43,2	42,7	42,7
Voitures de tourisme	10,8	11,8	15,9	15,4	12,8	10,4
Articles manufacturés divers	11,5	10,4	9,5	8,2	10,4	11,1
Autres	6,5	3,0	3,1	4,4	3,3	4,8

*Ne comprend pas les importations non comptabilisées.

TABLEAU 1 n)

Origine des importations*

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
CCG	277,7	356,0	449,8	510,9	486,3	468,2
EAU	239,0	310,8	404,8	443,7	438,1	389,2
Autres pays arabes	2,3	4,6	3,9	6,1	4,3	6,9
Egypte	1,3	2,6	1,8	1,4	1,1	1,5
Jordanie	0,3	0,8	0,7	1,3	0,8	1,3
Afrique	3,7	1,5	2,2	4,0	6,0	3,3
Asie	283,1	377,1	471,4	488,0	474,1	496,4
Japon	175,1	251,5	337,2	330,6	299,5	257,6
Inde	29,0	33,3	36,7	40,7	47,0	54,4
Corée	9,9	12,6	19,6	29,4	19,5	41,9
Amérique	102,1	102,8	111,7	153,4	114,5	131,6
Etats-Unis	96,1	93,8	98,8	127,6	101,4	106,2
Europe de l'Est	5,1	3,1	2,1	2,4	6,8	4,9
Europe de l'Ouest	326,1	354,6	375,0	362,0	375,3	474,2
Allemagne	50,0	64,2	77,1	69,8	73,9	82,9
Océanie	28,0	28,3	33,2	55,0	38,2	48,3
Australie	23,0	23,0	28,8	50,8	33,6	44,0
Total	1 030,0	1 228,0	1 449,3	1 581,8	1 505,5	1 633,8
(% du total)						
CCG	26,0	29,0	31,0	32,3	32,3	28,7
EAU	23,0	25,3	27,9	28,1	29,1	23,8
Autres pays arabes	23,8	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
Egypte	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Jordanie	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Afrique	0,0	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2
Asie	27,0	30,7	32,5	30,9	31,5	30,4
Japon	17,0	20,5	23,3	20,9	19,9	15,8
Inde	2,0	2,7	2,5	2,6	3,1	3,3
Corée	1,0	1,0	1,4	1,9	1,3	2,6
Amérique	10,1	8,4	7,7	9,7	7,6	8,1
Etats-Unis	9,0	7,6	6,8	8,1	6,7	6,5
Europe de l'Est	0,1	0,3	0,1	0,2	0,5	0,3
Europe de l'Ouest	31,1	28,9	25,9	22,9	24,9	29,0
Allemagne	4,9	5,2	5,3	4,4	4,9	5,1
Océanie	2,3	2,3	2,3	3,5	2,5	3,0
Australie	2,3	1,9	2,0	3,2	2,2	2,7

*Ne comprend pas les importations non comptabilisées.

TABLEAU 1 o)

Destination des exportations*
(en millions de rials omani courants)

	1993	1994	1995
CCG	219,9	243,1	253,9
EAU	194,3	211,1	218,9
Autres pays arabes	10,0	10,2	8,6
Egypte	1,0	1,2	1,8
Jordanie	0,6	0,6	0,8
Afrique	33,5	34,6	48,4
Asie	137,1	174,8	140,0
Japon	9,3	6,3	10,0
Inde	7,7	9,4	10,5
Corée	4,8	3,6	4,2
Amérique	16,4	21,1	29,6
Etats-Unis	16,2	20,6	29,3
Europe de l'Est	0,5	0,4	2,4
Europe de l'Ouest	18,2	19,5	20,5
Allemagne	1,4	1,1	1,8
Océanie	7,3	0,3	0,6
Australie	7,2	0,3	0,5
Total	442,9	504,0	504,0
(% du total)			
CCG	49,7	48,2	50,4
EAU	43,9	41,9	43,4
Autres pays arabes	2,3	2,0	1,7
Egypte	0,2	0,2	0,4
Jordanie	0,1	0,1	0,2
Afrique	7,6	6,9	9,6
Asie	31,0	34,7	27,8
Japon	2,1	1,3	2,0
Inde	1,7	1,9	2,1
Corée	1,1	0,7	0,8
Amérique	3,7	4,2	5,9
Etats-Unis	3,7	4,1	5,8
Europe de l'Est	0,1	0,1	0,5
Europe de l'Ouest	4,1	3,9	4,1
Allemagne	0,3	0,2	0,4
Océanie	1,6	0,1	0,1
Australie	1,6	0,1	0,1

*Exportations non pétrolières et réexportations.

ANNEXE 2¹

1. Lois et instruments juridiques réglementant l'activité des autorités douanières; organismes responsables

Loi sur les douanes - Décret royal n° 22/78

L'autorité compétente est la Police royale d'Oman, représentée par l'Inspecteur général de la police et des douanes.

2. Lois et instruments juridiques concernant la réglementation non tarifaire des importations, des exportations et du trafic en transit et les règles d'origine; organismes responsables

Loi sur les douanes (annexe I) énumérant les prohibitions à l'importation

L'autorité compétente est la Police royale d'Oman.

Décret royal n° 52/74 se rapportant à la ristourne ou au remboursement des droits de douane sur les produits importés puis exportés

L'organisme compétent est le Ministère du commerce et de l'industrie.

3. Lois et réglementations relatives à l'investissement étranger; organismes compétents

Décret royal n° 102/94 - Loi sur l'investissement étranger

Décret royal n° 57/93 - Règles régissant les investissements de ressortissants des pays membres du CCG

Le Ministère du commerce et de l'industrie est l'organisme chargé de l'application des décrets royaux ci-dessus.

4. Autres lois et instruments juridiques traitant de questions économiques qui affectent le commerce; organismes compétents

Loi de 1978 sur l'organisation et la promotion de l'industrie

Décret royal n° 40/87 sur l'aide financière au secteur privé dans les domaines de l'industrie et du tourisme

Loi de 1990 sur le commerce

Loi de 1974 sur les sociétés commerciales

Loi de 1977 sur les bureaux de représentation

Décret royal n° 74/90 sur les spécifications et les mesures (normes)

Loi de 1987 sur les marques

¹Le texte qui fait foi est la version arabe. On peut se procurer au Secrétariat (Division des accessions, bureau 1126) une version anglaise non officielle.

Décret royal n° 47/96 concernant la Loi sur le droit d'auteur

Le Ministère du commerce et de l'industrie est l'organisme chargé des lois et réglementations ci-dessus.

5. a) Lois, réglementations ou directives administratives existantes qui affectent notablement le commerce des services

Loi de 1974 sur les banques

Loi de 1979 sur les compagnies d'assurance

Règlement sur les agences de voyage et de tourisme - Décret royal n° 12/88

Loi sur la profession comptable - Décret royal n° 7/86

Loi sur les cabinets d'ingénieurs-conseils - Décret royal n° 20/94

Loi sur le marché des valeurs mobilières de Mascate - Décret royal n° 53/88

Règlement sur le courtage immobilier - Décret royal n° 78/86

Décret royal n° 22/96 relatif à l'exercice de la profession de médecin ou de dentiste

Décret royal n° 68/77 sur l'agrément des écoles privées

Décision du Ministre de la santé n° 8/78 concernant l'agrément et l'administration des hôpitaux privés

Décret royal n° 43/96 sur l'établissement de cliniques vétérinaires privées

5. b) Publications ou sources d'information concernant les mesures d'application générale en rapport avec l'AGCS

Les lois et réglementations sont publiées au Journal officiel. On peut obtenir d'autres renseignements auprès des ministères et organismes compétents.

5. c) Points d'information, le cas échéant, comme le prévoit l'article III de l'AGCS

Ministère du commerce et de l'industrie

ANNEXE 3

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PROCEDURES EN
MATIERE DE LICENCES D'IMPORTATION

Le Sultanat d'Oman n'exige aucune licence d'importation et n'a pas de procédures en la matière.

ANNEXE 4

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA MISE EN OEUVRE ET
A L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR
L'EVALUATION EN DOUANE

1. Questions concernant l'article premier

a) Ventes entre personnes liées

Il n'existe aucune règle spéciale sur les ventes entre personnes liées. Les Douanes peuvent contester et vérifier une valeur déclarée si cette valeur paraît faible comparativement à la valeur de produits similaires importés par des personnes non liées.

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées

Aucun droit n'est perçu sur les marchandises perdues, mais le prix de marchandises endommagées est évalué par les agents des douanes et ajusté à la baisse compte tenu du dommage.

2. Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en oeuvre?

Sans objet. La législation douanière du Sultanat d'Oman ne comporte aucune disposition correspondant aux articles 4, 5 et 6 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

3. Comment l'article 5:2 a-t-il été mis en oeuvre?

Sans objet. La législation douanière ne comporte aucune disposition correspondant à l'article 5:2 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

4. Comment l'article 6:2 a-t-il été mis en oeuvre?

Sans objet. La législation douanière ne comporte aucune disposition correspondant à l'article 6:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

5. Questions relatives à l'article 7

Sans objet. La législation douanière ne comporte aucune disposition correspondant à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8:2?

L'Oman évalue les marchandises sur la base c.a.f.

7. Où le taux de change est-il publié, en conformité des prescriptions de l'article 9:1?

Il est publié chaque jour par la Banque centrale.

8. Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité des dispositions de l'article 10, la confidentialité de certains renseignements?

La divulgation d'informations confidentielles est interdite par des circulaires administratives du Service des douanes.

9. Question relative à l'article 11

Il est possible d'en appeler d'abord aux échelons supérieurs du Service des douanes, et en dernier ressort à l'Office de règlement des différends commerciaux.

10. Fournir l'information sur les publications, en conformité des dispositions de l'article 12

Les lois et réglementations douanières sont publiées au Journal officiel du Sultanat d'Oman.

On ne prévoit pas d'autres règles pour le moment. Si de nouvelles règles sont adoptées, elles seront publiées au Journal officiel.

11. Questions relatives à l'article 13

Les dispositions de l'article 13 seront mises en oeuvre lorsque le Sultanat d'Oman aura accédé à l'OMC.

12. Questions relatives à l'article 16

Il n'existe, dans la législation omanaise, aucune disposition prévoyant que l'établissement de la valeur en douane doit faire l'objet d'une explication écrite. L'Oman adoptera une telle disposition dès son accession à l'OMC.

13. Notes interprétatives

Sans objet, puisque le Sultanat d'Oman n'applique pas et ne suit pas l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

14. Décision du 26 avril 1984

Sans objet, puisque l'Oman n'est pas signataire de l'Accord sur l'évaluation en douane.

15. Paragraphe 2 de la Décision du 24 septembre 1984

Sans objet, puisque l'Oman n'est pas signataire de l'Accord sur l'évaluation en douane.

ANNEXE 5

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBSTACLES
TECHNIQUES AU COMMERCE

1. Le Décret royal n° 39/1976 du 20 octobre 1976 a institué une Direction générale des spécifications et mesures au sein du Ministère du commerce et de l'industrie, qui est chargée des normes omanaises et des activités liées à la normalisation et aux mesures. Elle adopte les règlements administratifs et les ordonnances nécessaires pour l'exécution de son mandat.
2. a) Les normes et les règlements techniques sont publiés au Journal officiel du Sultanat d'Oman. En outre, la DGSM publie des fascicules sur le sujet.
- b) La Direction générale des spécifications et mesures, Ministère du commerce et de l'industrie, B.P. 550, P.C. 113, Mascate (Sultanat d'Oman) est le point d'information en ce qui concerne les règlements techniques et les normes.
- c) La Direction générale des spécifications et mesures, Ministère du commerce et de l'industrie, B.P. 550, P.C. 113, Mascate (Sultanat d'Oman), est l'organisme chargé des consultations que prévoit l'article 14 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.
- d) Néant.
- e) Seule la DGSM est responsable des notifications. La responsabilité n'est pas partagée.
- f) La DGSM communique les projets de normes et de règlements techniques à tous les intéressés, y compris les gouvernements étrangers, afin d'obtenir leurs commentaires avant de les officialiser.

ANNEXE 6

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU COMMERCE D'ETAT

Sans objet, puisque le Sultanat d'Oman n'a pas d'entreprises d'Etat.

ANNEXE 7

LISTE DES IMPORTATIONS PROHIBEES OU RESTREINTES, SELON
L'ANNEXE 1 DE LA LOI SUR LES DOUANES

- Les armes et munitions.
- Les armes-jouets et fusils-jouets et autres instruments que l'Inspecteur général des douanes juge facilement transformables en armes mortelles.
- Les feux d'artifice et explosifs qui renferment une quantité d'explosifs jugée dangereuse par l'Inspecteur général des douanes
- Les boissons alcoolisées.
- La bière.
- Les postes émetteurs-récepteurs et les postes de TSF.
- La littérature, les dessins, les cartes, les bandes magnétoscopiques, les disques, les films et les jouets de nature pornographique et autres articles choquants.
- Les journaux, brochures, avis, livres ou photographies dont le contenu est séditionnel.
- Les reçus, duplicatas ou documents analogues blancs ou incomplets.
- Le papier-monnaie ou les monnaies contrefaites.
- Les textiles de couleur ou de soie ou autres textiles imprimés avec des imitations de papier-monnaie, de billets à ordre ou de titres du Sultanat d'Oman ou d'un autre Etat.
- Les armes blanches ou autres outils conçus ou fabriqués d'une manière qui dissimule leur nature véritable et la possibilité de les utiliser ou de les transformer en couteaux, en sabres ou autres instruments pouvant servir à blesser ou à poignarder.
- Les bâtons, les fusils et toute arme à feu déguisée en un autre objet.
- Les drogues, substances, articles ou préparations déclarés dangereux par la conférence internationale sur l'opium et les drogues.
- Le chanvre, ses feuilles, ses fleurs, ses graines, ses tiges et ses sous-produits.
- L'opium brut ou transformé.
- La marguerite, ses feuilles, ses fleurs, ses tiges, ses graines ou ses sous-produits.

ANNEXE 8

LISTE DES PAYS AVEC LESQUELS L'OMAN A CONCLU DES ACCORDS
COMMERCIAUX ET ECONOMIQUES BILATERAUX

Australie
Chine
Inde
Iran
Jordanie
Pakistan
Portugal
Syrie
Turquie
Yémen
Iraq
Tunisie

Algérie
Egypte
Maroc
Allemagne
Italie
France
Pays-Bas
Grèce
Etats-Unis
Belgique-Luxembourg
Union économique